Journal 13 - 20 mars 2019:HO 3/12/19 3:05 AM Page 1

ENGLISH PAGES : 11,16

Kreyòl : Paj 6

HAITI OBSERVATEUR

Lè manke gid, pèp la gaye !

Fondé à New York, cet hebdomadaire est édité par la société Haïti-Observateur Group, Inc.
www.haiti-observateur.ca
Haïti-Observateur
P.O. Box 356237
Briarwood, NY 11435-6235
Tél. (718) 812-2820
haiti_observateur@yahoo.com
New York: $1,00
Partout ailleurs : 1,50 $
Haïti: 20 gourdes
Tél. (718) 812-2820

VOL. XXXXIX, No. 11 ***New York*** *: Tel : (718) 812-2820;* • ***Montréal*** *(514) 321-6434;* • ***Port-au-Prince****: (011 509) 223-0785* • *Paris (33-1)43-63-28-10* ***13 - 20 mars 2019***

DANS LE CADRE DE LA CRISE SOCIO-POLITIQUE QUI SEVIT EN HAÏTI

Aucun appui pour Jovenel Moïse et son équipe ?

Depuis la visite en Haïti de l'ambassadeur David Hale et de l'équipe du Fonds monétaire international (FMI), les dirigeants haïtiens semblent vouloir se mettre en mode de réjouissance. Tandis que l'opposition adopte une posture de révolte contre elle, l'accusant d'appuyer le régime *Tèt Kale* dirigé par Jovenel Moïse. Il s'agit, toutes choses considérées égales, d'un côté comme de l'autre, d'attitudes mal placées, puisque rien ne justifie ce soutien allégué. Bien au contraire ! Tout laisse plutôt croire que le « *Blan* » a recours à une stratégie consistant à laisser aux Haïtiens la possibilité de trouver un moyen pour se débarrasser eux-mêmes de Nèg Bannan nan.

Avant tout, il est bon de savoir qu'au moment où les autorités haïtiennes se félicitent d'une aide de USD 229 millions $ promise par le FMI, dont la première tranche de USD 45,3 millions $ pourrait être décaissée en septembre, l'Equateur bénéficie d'un traitement bien différent. Sur plus de USD 4 milliards $ d'aide qui lui sont octroyés, près d'un milliard a été décaissé en sa faveur.

C'est un constat général : l'administration Moïse-Céant est confrontée à une crise économique, telle que le pays n'en a jamais connue auparavant, crise héritée des politiques mises en train immédiatement après la prestation de serment de Jovenel Moïse.

En effet, les déficits budgétaires, la disparité de la monnaie haïtienne face au dollar américain, les arriérés de salaire qu'endurent les fonctionnaires publics, plus particulièrement le personnel des ambassades et consulats, sont liés directement à la corruption et aux détournements de fonds systématiques qui caractérisent les administrations *Tèt Kale*, de Michel Martelly à Jovenel Moïse. L'impact le plus désastreux de cette politique prend la forme de crises de produits pétroliers que l'équipe au pouvoir n'a pas les moyens de juguler. Quand bien même le Fonds monétaire international (FMI) aurait pris la décision d'octroyer un prêt de USD 229 millions $ au pays, les donnes disponibles n'indiquent aucun appui pour l'Exécutif haïtien. Puisque le contrat signé entre cette dernière et le gouvernement Moïse-Céant est intervenu au moment où la crise socio-politique étrangle fortement Jovenel Moïse et son équipe.

Le régime Moïse-Céant en faillite, pourquoi ne pas lui donner une aide ponctuelle ?

Ce n'est pas de gaité de cœur que Jovenel Moïse et ses proches collaborateurs ont signé l'accord de prêt de USD 229 millions $ négocié avec la délégation du FMI dirigé par Chris Walter. Contre mauvaise fortune, l'équipe au pouvoir a dû faire bon cœur. Puisqu'elle s'attendait à bénéfici-

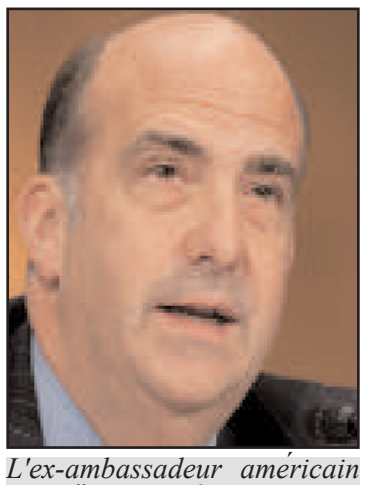
Suite en page 3

LA DIPLOMATIE À LA MODE DU DÉPARTEMENT D'ÉTAT AMÉRICAIN

Où est passé Kenneth Merten ? Quel rôle attribué à David Hale ?

Par Léo Joseph

Haïti connaît encore un autre épisode de crise sociopolitique, le premier auquel n'a pas été impliqué le sous-secrétaire d'État aux Affaires latino-américaines et de la Caraïbe, Kenneth Merten, mis hors-jeu, à la cloche de bois, au Département d'État. Le moment venu où, comme d'habitude, la diplomatie américaine a besoin d'un médiateur pour mettre les Haïtiens sur le chemin de l'entente entre eux, M. Merten n'a pas été disponible. L'ambassadeur David Hale, un diplomate dépourvu d'expériences par rapport à Haïti, a été choisi pour remplir ce rôle. Où est donc passé M. Merten ? Quel rôle est attribué à celui qui a été envoyé à sa place, sans porter le titre qu'il avait ?



L'ex-ambassadeur américain en Haïti Kenneth Merten.

L'ambassadeur David Hale..

Lors de sa visite, à la capitale haïtienne, qui n'a duré qu'un seul jour, M. Hale a eu l'occasion de rencontrer le président haïtien, Jovenel Moïse, le Premier ministre, Jean Henry Céant, le sénateur Évalière Beauplan, en tant que représentant du Parlement, ainsi que des personnalités de partis politiques, en sus des membres du secteur privé et de la société civile. S'il faut résumer la

Suite en page 2

CRISE PÉTROLIÈRE EN HAÏTI

Guerre des communiqués de presse entre Novum et DINASA et Total

Les informations disponibles montrent que, loin de rassurer les consommateurs, quant à la stabilité de la disponibilité des produits pétroliers, sur le marché national, la crise s'est de nouveau installée. Le gouvernement n'étant pas en mesure de payer les factures arriérées, le pays ne peut s'attendre à une remise en ordre de la situation, à brève échéance. Suite à la publication d'un communiqué de Novum, visant à éclairer la lanterne de la nation, en ce qui a trait au statut de la livraison, les distributeurs de ces produits, DINASA et Total ont riposté en publiant leur propre communiqué, faisant voir clairement qu'il y a conflit entre l'acheteur des produits pétroliers (le BMPAD) et l'entreprise qui assure la livraison de ces produits, au cours des deux dernières années, au moins (le Novum).

Voici le document qu'a livré à la presse la compagnie dont le quartier général se trouve au Texas, États-Unis.

APPROVISIONNEMENT ET SITUATION DES APPELS D'OFFRES ACTUELS EN HAÏTI.

Suite à notre communiqué de presse du 19 janvier 2019, Novum souhaite vous informer de la

Suite en page 7

HAPPENINGS !

The Gov. of the Central Bank Jean Baden Dubois.

Is there any mechanism whereby the Haitian government could find protection from creditors such as an international Chapter 11 of the Bankruptcy Act for businesses in the United States? Certainly, we can't mention Chapter 7, because that would call for closing all operations and selling off the country piece by piece to various takers, although that may be happening when it comes to the country's underground wealth. Is the situation that bad?

Whether it is about the

Continued on page 15

Journal 13 - 20 mars 2019:HO 3/12/19 3:05 AM Page 2

LA DIPLOMATIE À LA MODE DU DÉPARTEMENT D'ÉTAT AMÉRICAIN

Où est passé Kenneth Merten ? Quel rôle attribué à David Hale ?

Suite de la page 1

a mission accomplie par l'ambassadeur Hale, on dira que l'appui de Jovenel Moïse n'est pas nécessairement au rendez-vous de la manière dont il est généralement formulé après le passage en Haïti de Merten, ou quelque autre émissaire du Département d'Etat. Certes, peu habitué avec les acteurs politiques haïtiens, David Hale est resté attaché à l'essentiel des demandes (faut-il dire de préférence souhaits ?) de Washington : encourager le dialogue inter-haïtien et le renouvellement des élus par le truchement des élections. Sans la mise en évidence de la déclaration chère à Merten : les élections sont le passage obligé pour accéder au pouvoir. Cette subtilité dans la déclaration émise par l'ambassade américaine, après la visite de M. Hale, qui n'a aucune attribution au Département d'Etat par rapport au dossier haïtien, traduit-elle une « *relève de la garde* », au Bureau des Affaires latino-américaines et de la Caraïbe, à cette institution ? Il est donc opportun de se demander si l'absence de Merten de la fonction qu'il occupait signifie une modification de la politique américaine envers Haïti ? Ou bien sa reformulation ? Il semble que l'établissement de cette différence ait été rendue nécessaire, car Merten indisponible, il a fallu envoyer un émissaire en Haïti avant même que soit nommé son successeur.

De g. à d., l'ambassadeur Kenneth Merten, le Premier ministre Jean Henry Ceant et l'ambassadrice des U.S.A en Haïti Michele Sisson.

L'absence inopinée de Kenneth Merten du dossier haïtien, dans le cadre de la crise socio-politique la plus aigüe que le pays ait jamais connue, n'est pas passée inaperçue pour les observateurs perspicaces. Ancien ambassadeur des Etats-Unis en Haïti, avant de prendre en charge le dossier haïtien en tant que sous-secrétaire d'Etat aux Affaires latino-américaines et de la Caraïbe, M. Merten s'est éclipsé du Département d'Etat sans aucune explication. Une situation anormale, surtout qu'aucune communication n'est venue expliquer le motif de son déplacement inattendu, ni à quelle fonction il est muté, ou s'il est parti en retraite.

Quand on se rappelle que la dernière intervention de Kenneth Merten, dans le dossier haïtien, après les premières manifestations des PetroChallengers, avisant que le pouvoir s'obtient par la voie des élections, n'avait pas fait l'unanimité au Département d'Etat, son remplaçant par M. Hale serait compréhensible. Mais pas de la manière dont cette substitution est opérée. Aussi comprend-on pourquoi d'aucuns parlent déjà de la mise à la porte de Merten.

L'ambassadeur Kenneth Merten avec l'ex-Premier ministre Jacques Guy Lafontant.

Faut-il parler de la mise à la porte de Kenneth Merten ?

Le silence obstiné de la diplomatie américaine, par rapport au retrait de service de l'ambassadeur Merten, ne fait qu'encourager les conjectures portant sur des déboires éventuels de ce dernier, surtout que des rumeurs persistantes, ces derniers temps, font état de « *décisions indélicates*», voire même illégales, qu'il aurait prises, dans le cadre de sa mission, en tant que diplomate affecté en Haïti. Des observateurs pensent que le fait par le Département d'État de n'avoir pas nommé un remplaçant définitif à l'intéressé conforte la thèse de la « *mise en quarantaine* » de Merten.

Comment expliquer la mise au rancart de Merten ?

La manière dont Kenneth Merten intervenait dans le dossier attirait sur lui les foudres de nombreux Haïtiens inscrits dans la mouvance patriotique, qui ne cessent de crier « *ingérence éhontée* » dans les affaires internes d'Haïti. Face au silence du Département d'Etat, en ce qui le concerne, les conjectures se donnent libre cours. Pour certains, ce dernier a une bonne raison de taire les raisons de l'écartement de M. Merten. Selon eux, il ne peut s'agir d'un motif louable, autrement des éloges à n'en plus finir auraient été adressés à son endroit. Après toutes les années qu'il a passées au service de la diplomatie de son pays, ce serait une bonne occasion de faire parler et d'écrire de lui. Selon toute vraisemblance, dans les présentes conditions de la suspension de ses activités diplomatiques, il vaut mieux garder le mutisme que d'exposer Merten et l'institution qu'il a servie aux critiques des uns et des autres.

Mais d'autres pensent que l'attitude du Département d'Etat est, pour le moins, inhabituelle, arguant qu'un fonctionnaire de la trempe de Kenneth Merten mérite mieux. À moins qu'il soit accusé d'actes répréhensibles dans le cadre de sa carrière.

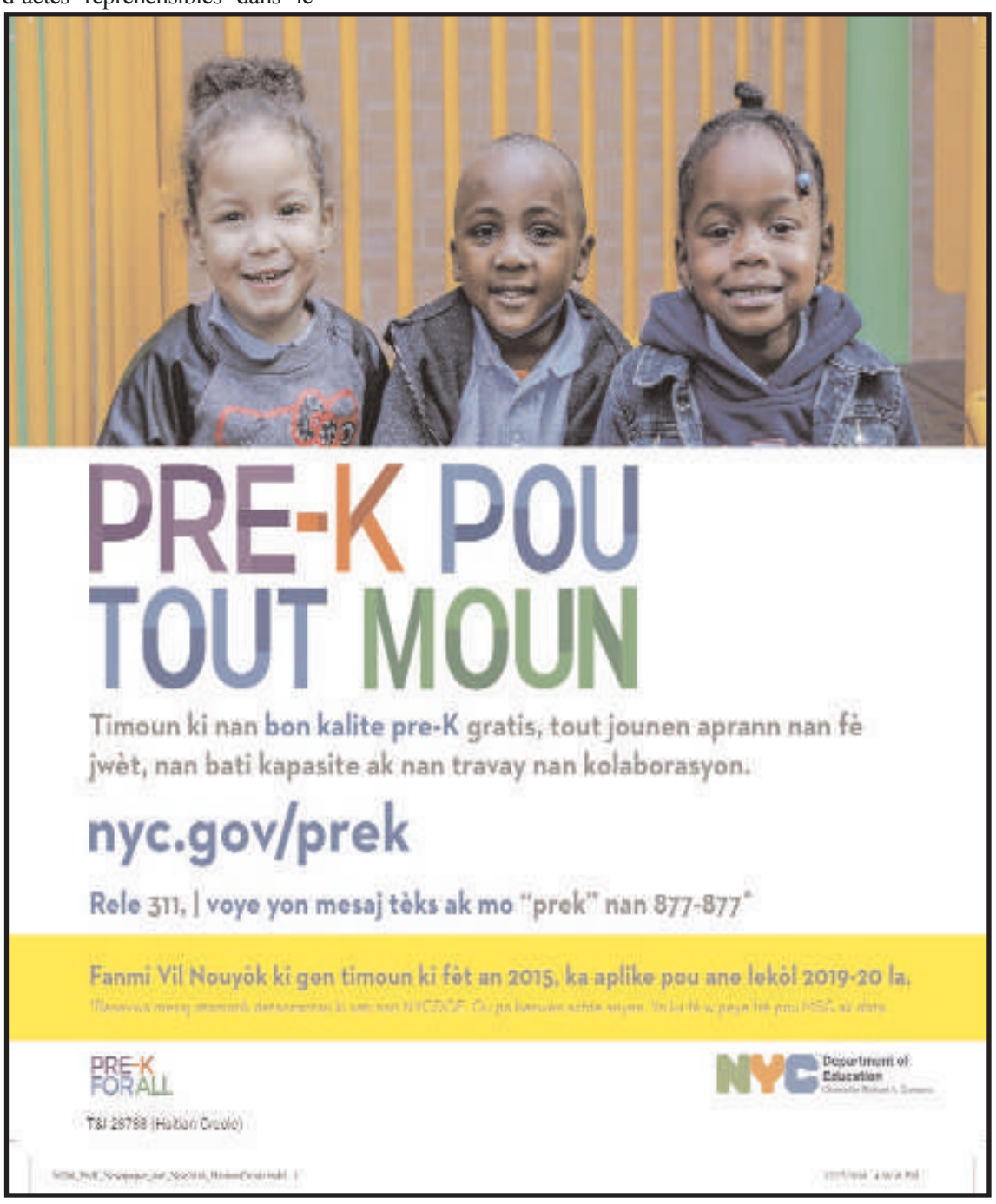
Cette idée circule dans certains milieux diplomatiques, à Washington, où elle est progressivement accréditée, ces dernières semaines, suite à la diffusion de certaines rumeurs relatives à de «*mauvaises conduites* » attribuées à Merten, durant son tour de service en Haïti.

En effet, on parle de décisions relatives, principalement, au Fonds de reconstruction d'Haïti post-séisme (FRH), de concert, dit-on, avec l'ex-président démocrate Bill Clinton. Ont été également faites des allégations selon lesquelles M. Merten avait des «*liaisons d'affaires* » avec le groupe Bidgio.

Voilà pourquoi certaines gens font croire que de tels faits seraient susceptibles de déclencher une enquête du Bureau fédéral d'investigation (FBI) sur l'ancien ambassadeur. Selon eux, cela expliquerait parfaitement la manière dont le Département d'Etat gère le cas Merten.

L.J.

L'ex-ambassadeur des U.S.A. en Haïti Kenneth Merten, à gauche, et l'ancien president Bill Clinton, a la prestation de serment de Michel Martelly, le 11 mai 2011.



Journal 13 - 20 mars 2019:HO 3/12/19 3:05 AM Page 3

DANS LE CADRE DE LA CRISE SOCIO-POLITIQUE QUI SEVIT EN HAÏTI

Aucun appui pour Jovenel Moïse et son équipe ?

Suite de la page 1

er d'une intervention ponctuelle de cette institution, n'ayant vraiment d'autres moyens, ni de bailleurs disponibles, dans les présentes conditions, pour l'aider à juguler la crise. C'est pourquoi, en privé, ils maugréent des insultes à l'égard des hommes et femmes du FMI qui, selon eux, n'ont pas su prendre en compte «*la gravité* » de la situation du pays et l'« *impératif d'une action humanitaire* » dans l'immédiat.

De telles réflexions se comprennent bien, puisque le président haïtien et ses proches collaborateurs ont le dos au mur et sont à la recherche d'une planche de salut. Mais, contrôlé, surtout par les grandes démocraties membres de l'ONU, le FMI ne constitue pas le « *sauveur* » du régime Moïse-Céant dont le besoin se situe dans l'immédiat. Bien que parfaitement au courant de l'urgence qui caractérise la situation financière d'Haïti, le système du FMI n'est pas pressé de recourir à des mesures de sauvetage en faveur du régime Tèt Kale de Jovenel Moïse. L'aide ponctuelle souhaitée ne viendra pas de cette institution. Au train où évolue le processus de ratification du prêt de USD 229 millions $, le président haïtien et l'équipe qui dirige avec lui devront attendre le temps que cela prendra avant d'avoir accès aux premiers USD 45,3 millions $ qui seront décaissés en septembre. C'est-à-dire si tout marche sur des roulettes.

Aucun souci du sort de Jovenel Moïse ?

Les hommes et femmes au pouvoir en Haïti, ainsi qu'une frange de l'opposition, ne semblent pas bien comprendre les relations de la communauté internationale avec le gouvernement en place. En voulant faire croire qu'ils bénéficient du soutien de celle-ci, ils affichent grossièrement leur ignorance de la manière dont fonctionnent les pays réunis au sein des différents groupes politiques et diplomatiques comme le CORE Group, les Nations Unies et l'Organisation de États américains. Car les faits constatés ne supportent guère l'hypothèse d'un appui de Jovenel Moïse par la communauté internationale.

En effet, si celle-ci se soucie vraiment du maintien de Nèg Bannann nan au pouvoir, pourquoi ne lui apporte-t-elle pas une aide qui serait capable d'éliminer ses problèmes ? Dans la mesure où la crise économique est la cause première des mouvements de contestation, des appels à la démission de Jovenel Moïse et des menaces qui lui sont proférées sur tous les toits, pourquoi ceux qui sont prétendument venus à la rescousse du gouvernement ne lui ont-ils pas donné les moyens de résoudre ses problèmes ?

Haïti traité en parent pauvre : Une avance de plus de 600 millions en faveur de l'Équateur

Ceux qui avaient encore des doutes, quant à l'hypocrisie de la communauté internationale, à l'égard de Jovenel Moïse, n'ont qu'à prendre en considération la manière dont est traitée la demande d'aide de l'Équateur.

En effet, la Comité directeur du FMI vient d'approuver une aide importante en faveur de ce pays, soit USD 4,2 milliards, également sur une période de trois ans. Un communiqué de l'institution a indiqué que le Comité a autorisé le décaissement immédiat de USD 652 millions $, qui serviront d'appui à la « *politique économique* » du gouvernement équatorien.

Indéniablement, le régime *Tèt Kale* est traité en parent pauvre par le FMI, sous la dictée des «*amis d'Haïti* ». De toute évidence, il ne s'agit pas d'une insulte infligée au peuple haïtien. Dans les milieux diplomatiques, tant à Port-au-Prince qu'à Washington, les observateurs ne cessent de répéter que la manière dont l'aide est attribuée au régime en place ne constitue guère une rebuffade au peuple haïtien. Il s'agit, de préférence, d'un moyen de démontrer catégoriquement que les États évoluant sous l'égide de la démocratie ne sauraient appuyer le président d'un pays se trouvant «*sous le coup d'une inculpation pour blanchiment d'argent* ». Et qui, de surcroît, est accusé d'activités illicites qui sont réprimées avec la plus grande sévérité dans les Etats démocratiques.

Il semble que la décision de traiter ainsi la crise haïtienne soit la façon propre à la communauté internationale de prendre ses distances par rapport à Jovenel Moïse, à cause de son obstination à protéger des Premiers ministre, ministres, directeurs généraux et autres hauts gradés de l'administration publique qui ont volé et détourné plus de USD 4 milliards $ du Fonds PetroCaribe. En sus de faire de la corruption un système de gouvernement.

A la lumière de ces faits, on ne peut imputer à la communauté internationale l'impossibilité de chasser Jovenel Moïse du pouvoir. Il est un fait certain : l'opposition a su trouver les moyens d'exploiter le mécontentement général en attirant des millions de citoyens dans les rues des villes, et mêmes sur les routes des zones rurales. Mais elle n'a pas su trouver la formule idéale pour donner la dernière chiquenaude capable de projeter hors du Palais national ce président universellement décrié dans le pays.

Journal 13 - 20 mars 2019:HO 3/12/19 3:05 AM Page 4

DÉVELOPPEMENT PERSONNEL

Comment aider les femmes illettrées dans le monde ?

Par Rosie Bourget

Comme annoncé précédemment dans le dernier numéro d'*Haïti-Observateur*, « *pourquoi y-a-t-il tant de femmes illettrées dans le monde ?* », alors que le mois de mars est destiné à la femme. En

Rosie Bourget

en tant que chroniqueuse de développement personnel, je pense que c'est le moment idéal pour adresser ce fléau qu'est l'illettrisme dont les femmes sont les principales victimes.

Illettrisme et analphabétisme recouvrent souvent le même sens dans les esprits. Il faut cependant bien distinguer l'un et l'autre de ces termes. Les définitions anciennes données par les dictionnaires usuels pour illettré et analphabète sont les mêmes : « *Qui ne sait ni lire, ni écrire* ». Dans les années 1980, sur l'initiative des mouvements associatifs, tels qu'ATD Quart Monde, les définitions d'analphabète et d'illettré se sont différenciées.

De nos jours, on entend par « *Illettré* » : Personne ayant appris à lire et à écrire, mais qui, pour des raisons diverses, n'a pas acquis l'apprentissage ou en a complètement perdu la pratique. Quant à la nouvelle définition d'« *analphabète* " : Qui n'a jamais été confronté à l'enseignement de l'écriture et de la lecture dans sa langue d'origine. *« C'est vivre en situation de grande exclusion que de se trouver, alors que l'on a été scolarisé en France, dans l'incapacité de faire un chèque, de lire un plan, un panneau indicateur, un nom de rue ou de station, de retirer seul de l'argent à un distributeur automatique, de lire des consignes de sécurité, d'écrire une liste de courses, de lire le bulletin scolaire de son enfant. Cette situation, très difficile, que l'on cherche le plus souvent à cacher, de peur d'être stigmatisé, est l'un des facteurs qui concourent aux situations d'exclusion* ».

Les femmes illettrées

Il y a dans cette société une majorité de femmes et d'enfants désavantagés qui démarrent dans la vie sans recevoir la nutrition, l'instruction adéquate et la protection dont ils auraient besoin. En effet, les deux tiers des jeunes et des adultes analphabètes sont des femmes. Dans de nombreux pays en développement, les familles doivent choisir qui elles envoient à l'école. Pour des raisons culturelles, mais surtout économiques, afin de permettre à la mère d'aller travailler aux champs pour cultiver la nourriture de la famille, on demande le plus souvent aux filles de rester à la maison pour s'occuper des frères et sœurs. C'est le cas dans beaucoup de pays africains, en Haïti et en Asie du Sud (Inde, Pakistan, Népal, Bangladesh). Néanmoins on est en droit d'espérer une forte amélioration pour les jeunes générations : au Bangladesh, par exemple, où le nombre de filles à l'école dépasse à présent celui des garçons.

Les filles sans instructions courent plus de risques que les garçons d'être marginalisées. Elles sont plus vulnérables face à l'exploitation. Elles semblent contracter le VIH/SIDA plus souvent que les filles instruites, puisque la maladie se répand deux fois plus vite parmi elles que parmi les filles qui sont allées à l'école, même sans achever leurs études. Près d'un tiers de tous les adultes vivant avec le VIH/SIDA ont moins de 25 ans, et presque deux tiers d'entre eux sont des femmes.

Parvenues à l'âge adulte, ces filles illettrées auront moins de chances de participer à la vie sociale et politique et de pouvoir gagner leur vie. Le droit et l'accès des femmes à la terre, au crédit et à l'éducation sont limités, non seulement par une discrimination inscrite dans la loi, mais aussi parce que de nombreux obstacles plus subtils, comme la charge de travail, la mobilité et un faible pouvoir de négociation, tant au foyer que dans leur communauté, les empêchent d'exercer ces droits. Ces problèmes se ressentent sur leurs enfants : les femmes ne gagnent qu'un dixième du revenu mondial et détiennent moins d'un pour cent des biens, donc, les foyers qui ne sont pas dirigés par un homme risquent, plus que les autres, de s'appauvrir. Ces femmes tendent aussi à ne pas faire vacciner leurs enfants et à ne pas avoir les connaissances suffisantes pour les aider à survivre.

En 2000, le projet «*Education pour tous* » s'est engagé en faveur de l'équité et de l'égalité des sexes, avec pour principal objectif de relever le taux d'alphabétisation parmi la population féminine. Mais la cible de réduire de 50 % l'illettrisme dans le monde, d'ici à 2015, est loin d'être atteinte. Les projections tablent sur une réduction de l'ordre de 10 %, d'ici 4 ans, on passera de 793 millions, aujourd'hui, à 715 millions. Dans ce domaine les progrès sont lents et difficiles.

En 2011, l'Inde a tenu une conférence internationale à l'initiative d'inviter l'ensemble des pays du « *E9* ». On appelle ainsi les neuf pays en développement les plus peuplés : Pakistan, Inde, Bangladesh, Indonésie, Chine, Egypte, Nigeria, Mexique, Brésil. Des pays voisins de l'Inde ont également été conviés (Népal, Maldives, Bhoutan, Sri Lanka). L'Inde tenait à mettre l'accent sur l'illettrisme des femmes, car beaucoup d'initiatives sont nées dans ce pays. Un programme national d'envergure a été mis en place pour alphabétiser 70 millions d'adultes, dont 60 millions de femmes. Cette conférence devrait aider à donner un nouveau souffle pour que ces programmes soient relayés dans divers pays. (A suivre)…

r_bourget@yahoo.com
MTS (Maitrise en Travail social)
Poète/écrivaine

MIRLÈNE CLEANING SERVICE, INC.

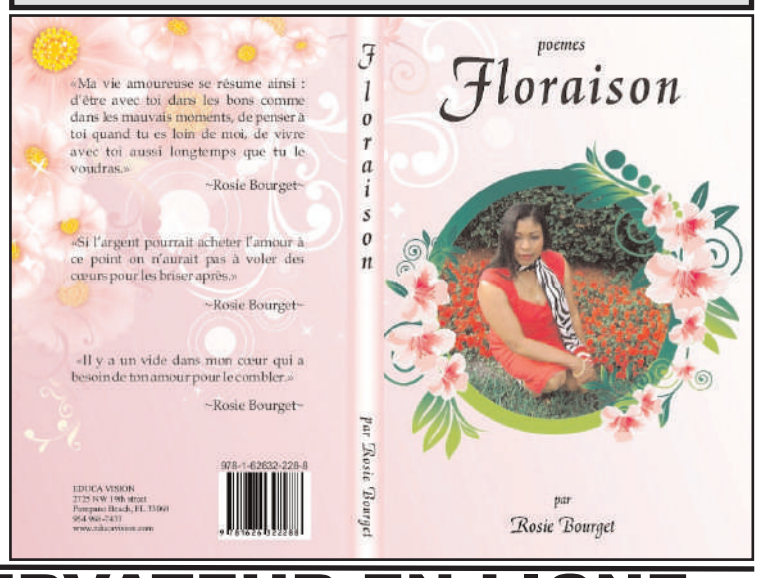
We specialize in House Cleaning.

No job is too big.

Call (347) 666-1965

Mirlène Cornet, Owner

Email: mirlenecornet@gmail.com



HAITI-OBSERVATEUR EN LIGNE

En attendant la construction du nouveau site, l'édition hebdomadaire peut être téléchargée : haiti-observateur.ca
Ensuite cliquez sur ARCHIVES, puis choisissez l'édition courante ou celle désirée.

DE BROSSE& STUDLEY, LLP

Richard A. De Brosse
Attorney at Law

ACCIDENTS * REAL ESTATE MALPRACTICE
182-38 Hillside Avenue **(Suite 103)**
Jamaica Estate, N.Y. 11432

Tel.: 718-658-3000. Fax 658-658-3187

rdebrosse@QueensLegalPlaza.com

Journal 13 - 20 mars 2019:HO 3/12/19 3:05 AM Page 5

NOTE DE PRESSE

LA PREMIÈRE ENCYCLOPÉDIE D'HAÏTILA PREMIÈRE ENCYCLOPÉDIE D'HAÏTI

Vient de sortir des presses des « Éditions Aupel » (Canada), le TROISIEME TOME de l'œuvre colossale préparée par l'ancienne Présidente de la République d'Haïti, 1ère femme Juge et magistrat à la Cour Suprême, maître Ertha Pascal Trouillot : « « L'ENCYCLOPÉDIE BIOGRAPHIQUE D'HAÏTI » » .

Une mine de renseignements précieux, cet ouvrage unique, à rigueur scientifique, fruit de plus de cinquante années d'écriture et de recherches ininterrompues, plus de deux siècles d'anthologie humaine, d'illustres personnages, se révèle une réalisation titanesque, issue d'une ardeur presque sacerdotale et d'une ténacité sans faille pour illustrer le passé historique d'Haïti à travers ses acteurs, témoins ou assistants qui ont forgé l'idéal de ce coin de terre. Œuvre patiemment élaborée pour être livrée dans sa forme achevée :

Ertha Pascal Trouillot, avocate.

Présentation parfaite — Haut de gamme Reluire soignée .. Incrustations or .. Signet en tissu et tranchefile .. Tranches de tête, de pied et de gouttière dorées. Plus une édition de luxe.

« L'Encyclopédie Biographique d'Haïti », vrai travail de bénédictin, collige les personnalités d'Haïti ou d'ailleurs dont les travaux ou les prouesses ont influencé le devenir de la société haïtienne.

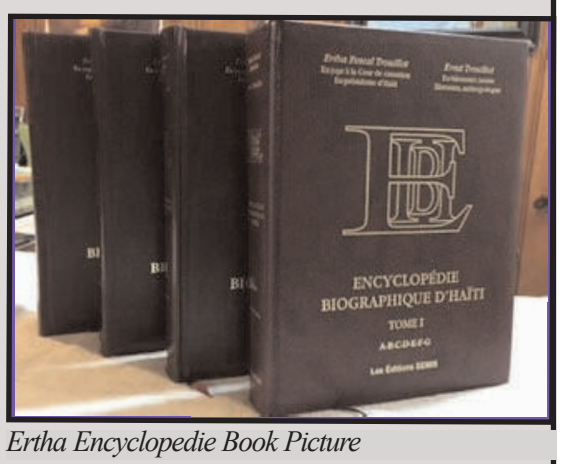
« L'Encyclopédie Biographique d'Haïti » est le tribut des nuits de veille attardée, de quêtes incessantes , de fouilles dans les bibliothèques privées et publiques, dans les archives nationales ou de famille ; de renseignements ou témoignages, de consultations, de traitement des données ; d'inscriptions gravées sur les stèles des monuments publics et lieux de repos ; d'interrogatoires incessantes et vérifiables posées aux descendants ; de références photographiques puisées à même les trésors ancestraux ; de visite des grandes capitales du monde en quête d'informations éparpillées et inédites, ect.

« L'Encyclopédie Biographique d'Haïti» se veut le recueil des gloires, des peines et misères enregistrées dans le tissu social, et illustrées par des personnages hors du commun.

« L'Encyclopédie Biographique d'Haïti » n'est pas un ouvrage politique. Comme le soutient le préfacier du 3ème tome : « *Ce n'est pas un annuaire, ni un livre d'histoire événementielle. Ce n'est pas un panégyrique ni un Who is Who. N'y cherchez aucune malice, car il n'y en a pas* ».

L'ouvrage est sans prétention littéraire. Il renseigne, informe, rappelle, instruit, réhabilite, honore et vise un futur historique amélioré et positif. Comme toute œuvre humaine, il appelle à s'améliorer, à s'agrandir dans la continuité, par de nouvelles silhouettes, de nouvelles figures emblématiques, de nouveaux entrants tirés dans la vaste galerie nationale.

Que ceux qui brûlent du désir de renaître avec le peuple d' Haïti et son épopée viennent s'abreuver à la source féconde des pages glorieuses de son histoire toutes scellées du souffle épique et apprécier en hommage posthume à Ernst et en admiration reconnaissante à Ertha qui, seule, durant des décennies, a parachevé les quatre (4) volumes livrés aujourd'hui à la délectation des lecteurs.



Ertha Encyclopedie Book Picture

FAITES VOTRE COMMANDE, TOMES I ; 2 ; 3 ; 4 ; OFFREZ EN CADEAUX POUR : ANNIVERSAIRE, FIANÇAILLES, MARIAGE, NOUVEL AN, GRADUATION, SOUVENIR DE FAMILLE, BIBLIOTHÈQUE PRIVÉE, UNIVERSITAIRE, CONCOURS DE TOUT GENRE, PRIME D'EXCELLENCE, PRÉSENT À UN VIP, COLLECTIONNEUR, CADEAU PRÉSIDENTIEL, DIPLOMATIQUE OU CONSULAIRE. En toutes occasions, OFFREZ OU PROCUREZ-VOUS UN CADEAU DE CLASSE, UN CADEAU ROYAL, appeler : «ENCYCLOPÉDIE BIOGRAPHIQUE D'Haïti ». Le tome 4, déjà sous presses, sera bientôt disponible.

Voici les voies et moyens :

PHONE : 347 – 697 – 9457

Adresses :a) E – MAIL :

Ertha@erthavision.com

b) Mme Ertha Pascal Trouillot

GLEN OAKS, N Y 11004 - 0309

BESOIN D'UNE AMBULANCE POUR SAUVER DES VIES

La clinique **JACQUES VIAU** du batey de Consuelito, en République dominicaine, inaugurée le 6 mai 2016, commence à fonctionner, avec un équipement trop modeste pour garantir un accueil adéquat de la communauté de façon pérenne.

Il y manque encore un outil important et indispensable pour le transport des malades dont l'état de santé nécessiterait des soins appropriés et urgents. Il est donc d'une extrême importance que la clinique puisse disposer, dans les meilleurs délais, d'une **AMBULANCE EQUIPEE** et digne de ce nom. Or, les fonds manquent pour l'acquisition immédiate d'un tel équipement qui permettrait de garantir le fonctionnement, de jour comme de nuit et 7 jours sur 7, du service des urgences de l'établissement.

Actuellement, cette clinique ne dispose que d'une armoire à pharmacie, de quelques sièges, d'une table de consultation et d'un dortoir destiné au personnel médical.

La clinique dessert non seulement la communauté du batey de Consuelito, qui compte une population de 24 000 habitants, mais elle est aussi destinée à l'accueil des malades de plus d'une douzaine de bateys avoisinants, dans un rayon de quinze kilomètres. Il s'avère donc indispensable que le service des urgences de la clinique puisse disposer d'une ambulance équipée pouvant assurer, de façon permanente et en toute sécurité, le transport des patients dont l'état de santé nécessite une prise en charge pour un transport urgent et dans des conditions satisfaisantes.

Dès l'ouverture de la clinique, le personnel médical assure plus d'une trentaine de consultations par jour au profit des seuls habitants du batey de Consuelito, qui sont en mesure de se présenter à l'accueil par leurs propres moyens. Il va sans dire que ceux qui ne peuvent se déplacer restent cloués chez eux, au lit et privés de soins médicaux dont ils auraient besoin de toute urgence.

C'est pour toutes ces raisons que l'ASSOCIATION HISPANIOLA DEBOUT, seule initiatrice de la construction de la clinique « JACQUES VIAU » dans le batey de Consuelito, en République dominicaine, lance un appel pressant aux généreux donateurs potentiels, aux fins de recueillir les fonds nécessaires pour l'acquisition d'une ambulance équipée, outil indispensable pour le fonctionnement adéquat du service des urgences de cet établissement médical.

Je rappelle que l'ASSOCIATION HISPANIOLA DEBOUT est reconnue d'intérêt général par les autorités françaises et bénéficie du statut d'entreprise humanitaire d'utilité publique.

Par conséquent, les donateurs bénéficieront automatiquement, pour leur don, d'une exonération fiscale à hauteur de 60 %, s'il s'agit d'une société, et de 66 % s'agissant de la donation d'un particulier.
Les dons peuvent être adressés à : l'ASSOCIATION HISPANIOLA DEBOUT

Journal 13 - 20 mars 2019:HO 3/12/19 3:05 AM Page 6

Kreyòl

GRENN PWONMENNEN

Fon monetè ap vin ak 229 milyon dola pou Ayiti, men . .

Gen lakontantman nan antouraj gouvènman Jovnèl Moyiz la (Jovenel Moïse) paske Fon monetè entènasyonal, ki gen tinon FMI, osnon Fon malfektè entènasyonal, prepare pou bay youn kout men ak 229 milyon dola (229 000 000,00 $). Nan youn Ayiti kote lajan monte bwa, se youn bon nouvèl vre. Men anvan yo kouri bat twòp bravo, fòk yo pa bliye fè tout kondisyon yo. Bagay yo pa senp.

Nou p ap bliye dènye fwa nou te tande y ap pale de Fon malfektè a. Se te nan premye gwo manifestasyon lane 2018 la, nan dat 6, 7 ak 8 jiyè, lè pèp souvren te pran lari nan Pòtoprens. Yo te kraze brize epi fòse gouvènman an fè bak nan kesyon ogmantasyon trant ui pou san (38 %) sou pri gazolin, karann-sèt pou san (47 %) pou dizèl epi senkante-e-en pou san (51 %) pou kerozin. Gad kijan se sou malere ki pi itilize kerozin, sitou nan tilanp tèt gridap yo, ke otorite malveyan yo te mete plis ogmantasyon.

Prezidan ayisyen an Jovnèl Moyiz.

Nou sonje kijan se Premye minis Jak Gi Lafontan (Jack Guy Lafontant) ki te peye po kase a, msye tou tonbe. Gouvènman an te di se Fon monetè ki te egzije yo monte pri yo anvan Fon an ta aksepte prete yo okenn kòb. Men nou te esplike ke Fon an pa fou pou l te mande ogmantasyon yo youn sèl kou, se mank de konpreansyon, osnon mechanste mesye gouvènman yo, ki te fè yo aji konsa. Tout tan se malere y ap toupizi. Si yo te gade sa k pase nan lòt peyi, yo ta konnen se pa 5 ou 10 kòb alafwa yo ogmante pri gaz. Se kòm si nou ann afè ak youn bann egare.

Antouka, fwa sa a reprezantan Fon an, *Chris Walker,* te nan Pòtoprens lan depi 25 fevriye rive vandredi pase, 8 mas la. Depi nan lavèy, jedi swa, li te bay bon nouvèl la. Se youn lajan FMI ap prete Ayiti sou 3 lane san peyi a p ap peye youn santim enterè. Kanmenm se pa youn kado, fòk Ayiti repeye tout 229 milyon zan. Epi tout bagay panko fin klè nèt, paske se pa *Chris Walker* ki gen dènye mo sou kesyon an. Se *Board* la, Komite direksyon Fon an, nan Wachintonn, ki pral pran pran ènye desizyon an nan kèk semen ankò. Fòk yo etidye kontra a byen epi konn kijan yo pral siveye sa k pral fèt la. Menm vandredi a, minis Ekonomi ak Finans la, Ronal Desanm (Ronald Décembre), te bay youn konferans de près nan ministè a kote l te di youn premye tranch karann-senk milyon twa san mil dola ((45 300 000,00 $) pral dekese anvan mwa septanm, sètadi anvan lane fiskal sa a fini. Youn bon ti tann toujou.

Selon sa *Chris Walker* di, se youn lajan ki pral depanse pou ede mounn ki nan bezwen, pa pou gran Nèg ak gran Nnègès ki abitye ranmanse tout ti lajan ki rantre pou plen pòch yo ak pòch fanmi ak zanmi. Lajan an pral sèvi pou bay ti moun lekòl manje epi ede pòv malere ki gen fanmi sou kont yo san yo pa konn kote yo pral jwenn sekilfo pou pran swen yo. Yo rele sa sipò sosyal. Aloufa kanpe lwen !

Men bon jan kesyon an. *Chris Walker* vin byen drèt sou rezon ki lakòz tout gwo manifestasyon ki fèt ann Ayiti yo, sitou nan dat 17 oktòb ak 18 novanm lane pase ak 7 fevriye, lè pèp souvren te « *lòk* » peyi a pou anviwon 10 jou. Jan nou konstate l la s, rèl pèp la rive jouk nan zòrèy gwo zotobre yo nan Wachintonn. Jan sa pral dewoule s, bann dwèt long lakay yo pral anba gwo siveyans, paske FMI pral boule rèd ak kesyon kòripsyon an epi bòn gouvènans. Kivedi yo pral siveye gouvènman an de prè pou yo wè ke tout bagay fèt jan sa dwa. Mesye-dam dwèt long siperyè yo pral gen *spòtlayt* sou yo le moman Fon an kòmanse debouse lajan pou diferan pwogram.

Minis Finans Ayiti a Ronal Desanm.

Kòm Fon an konnen se nan ***Bidjè*** mesye-dam yo abitye fè koutay, *Chris Walker* di yo pral koupe sou depans pou redui sou defisi. Abitid depanse sa yo pa geyen pral sispann. Se sèl konsa pou peyi a vin gen youn ekonomi solid epi pou sitiyasyon an stabilize, pou peyi a ka gen bon kontwòl sou dèt li genyen. Epi msye di sèl fason pou tout 229 milyon dola a debouse se lè tout bagay ap fèt jan sa ekri nan kontra a. Kivedi mounn Fon monetè a pral siveye vòlè ofisyèl yo ki abitye pran lajan pou youn pwogram epi anyen pa fèt, osnon youn ti moso fèt epi yo vòlò tout rès kòb la, jan yo te fè ak lajan PetwoKaribe a. Epi se pa sèl Fon monetè ki pral aji konsa ak yo. Pa egzanp Inyon eropeèn gen youn swasann-kenz milyon dola (75 000 000,00 $) l ap bay nan mwa septanm, y ap tann tout bagay an plas pou veye vòlè anvan kòb la rantre nan pwochen bidjè a.

Pou mounn ki konprann Fon monetè pral lage tout lajan an nan men yo youn sèl kou, m ap di yo pa kouri fè dèt. Se pwojè pa pwojè e fòk tout bagay fèt nan lòd. Pwojè 5 milyon dola pa ka vin tounen 25 milyon san esplikasyon. Epi kòm *Chris Walker* pale de kòripsyon ke yo p ap tolere, asireman Fon monetè ap bay non e kantite lajan ki disparèt nan sèten pwojè, si sa ta rive fèt. Jan m konpran bagay la, vòlè ofisyèl yo p ap ka kontinye fè menm jwèt yo abitye fè yo ki vin met peyi a atè plat kote l ye a. Pandanstan, Nèg ki te kriye fayit vin milti-milyonnè k ap bati palè 9 milyon dola bò lanmè ak lotèl wololoy an Repiblik dominikèn.

Vrèman, se youn nouvèl fason pou lajan ki bay pou malere al jwenn malere. Lajan ki deziyen pou youn travay nan youn zòn fò l ateri nan zòn nan. Epi nou ka remake se pa ni sou 5 ou 10 zan bagay yo ap fèt. Se sou 3 zan sèlman nou pral wè youn diferans. Mezanmi, gade kijan yo vin trete otorite ann Ayiti ki abitye vòlò tankou ti mounn visye ! Yo merite sa. Se kounnye a nou ka bat bravo pou FMI, Fon malfektè entènasyonal !

Peyi Irigwe mande pou OEA panche sou kesyon Ayiti a anvan sitiyasyon an vin pi grav.

Menm jou vandredi 8 mas la, ministè Afè etranjè peyi Irigwe (Urugway) poste youn lèt sou *Twitter* kote l mande ofisyèlman pou Oganizsyon Eta ameriken an (OEA) bay sitiyasyon Ayiti a priyorite, sètadi tou suit fòk yo panche sou sa k ap pase nan peyi a nan zafè politik, sosyal ak ekonomik.

Lèt minis Afè etranjè a di egzakteman : « *Fòk nou konnen tout ti detay pou nou ka ofri peyi sa a, ki se frè nou, kijan nou ka koopere [sètadi met men ansanm] pou n jwenn youn solisyon avèk patisipasyon tout aktè yo anvan bagay la vin pi grav* ». Sa k fè Irigwe mande pou OEA panche l sou Ayiti a se paske kriz politik nan Venezwela pran tout atansyon peyi nan zòn Amerik la, tandiske gen youn katastwòf imanitè, youn sitiyasyon ki afekte tout sitwayen peyi a, ki se manm OEA tou.

Sa k plis atire peyi Irigwe ak anpil lòt toujou se sa k te pase apati de 7 fevriye, lè pèp la te pran lari pou pwoteste kont prezidan Moyiz, paske li mele jouk nan kou nan vòl PetwoKaribe a. Pèp la mande pou Lajistis mete bouch nan kesyon an pou yo konnen ki rezon ki fè prezidan Moyiz ap bat pou kase fèy kouvri sa sou zafè PetwoKaribe a. Tandiske menm Lakou siperyè dè kont *(Cour supérieure des comptes et du Contentieux administratif)* apwouve rapò Sena a sou gagòt mesyedam nan gouvènman an fè. Li menm al pi lwen, paske li di lajan an plis pase 4 milya dola, se pa sèlman 3 milya 800 milyon.

Premye minis Jan Anri Sean.

Ni Irigwe ni lòt peyi ak òganizasyon entènasyonal ki pale de Ayiti, tout byen presize ke y ap pale de sa k te pase ant 2008 e 2016, kivedi depi sou gouvènman defen Rene Preval (René Préval) vin sou Joslèm Privè (Jocelerme Privert). Men kòm 2 konpayi prezidan Moyiz te souse nan kòb la anvan l te vin prezidan, msye konnen y ap mache sou li tou. Epi gen etranje ki mele nan gagòt la tou. Kijan nou konprann pou tout dezòd sa a t ap fèt anba je anbasadè ameriken ki te ann Ayiti ant lane 2009 ak 2012 pou l te fèmen je sou sa ! N ap pale de Kenèt Mètenn (Kenneth Merten). Pi ta pi tris.

Antouka, ofisyèl lòt peyi ap suiv de prè sa k ap pase ann Ayiti. Pa egzanp, selon atik ki fè kòmantè sou lèt minis Afè etranjè Irigwe a, yo konnen ke prezidan Moyiz te tann jouk 15 fevriye pou l te louvri bouch li pou l mande dyalòg. Atik la di tou kèk jou pita Premye minis Jan Anri Seyan (Jean Henry Céant) te anonse ke y ap koupe sou anpil privilèj gwo chèf nan Leta. Li te di tou l ap trase egzanp la sou pwòp ofis li a, Primati a, kote li koupe trant pou san (30 %) nan Bidjè a.

President Jovenel Moïse in photo op with Chris Walker after signing agreement.

Fòk mwen di nou ke se depi Premye minis la ap pale kont vòlè ki depatcha lajan PetwoKaribe a ke l kòmanse gen pwoblèm ak prezidan Moyiz. Kounnye a lè li pase alaksyon epi l koupe sou Bidjè pwòp ofis li epi l mande pou sa fèt nan tout depatman, kivedi Palè tou, la tou li tounen dyab pou prezidan an k ap fè e defè pou met msye atè, paske tou sa prezidan an fè pou l demisyonnen, Premye minis la kanpe la djanm.

Minis Afè etranjè Iwigwe Rodolfo Nin Novoa.

Sa k fè mwen vin mansyonnen sa, se paske Irigwe fè prezidan an konpliman pou « *Komite fasilitasyon dyalòg ant Ayisyen an*», san yo pa fin twò konprann pouki sa Komite a monte. Se pa dyalòg vrèman ki enterese prezidan an, se kesyon pou Komite a monte youn lòt gouvènman « *enklizif* », ki gen tout sektè reprezante ladan l. Kòm nou konnen lidè peyizan an, Chal Sifra (Charles Suffrard), wete kò l nan Komite a, li di se pa wòl Komite a pou monte gouvènman. Men si gouvènman ta monte vre, Mesye Seyan ap tou atè e prezidan ap di se pa li, se Komite a ki pran de-sizyon l pou kò l. Antouka, nou tou konnen se youn bagay enposib pou youn gouvènman Jovnèl Moyiz reyini tout sektè. Donk, si se wout sa a yo pran yo deja fè echèk.

Si prezidan Moyiz konprann li pral anpeche Lajistis fè travay li jan sa dwa nan kesyon PetwoKaribe a, li pral gen anpil pwoblèm ak FMI, Bank Mondyal, BID osnon Bank entèamerikèn pou devlopman epi avèk Inyon ewopeèn tou. Paske tout òganizasyon sa yo dakò pou yo vin soulaje Ayiti, men fòk gen bon regleman nan sa ki lakòz peyi a kote l ye a. Menm anvan premye tranch 45 milyon FMI an debloke, fòk yo wè sa k ap fèt ak dosye kòripsyon an. E nou pa ka pale de kòripsyon san limyè pa fèt sou PetwoKaribe. À bon entendeur, salut !

Grenn Pwonmennen
13 mas 2019

PROPRI T ¸ VENDRE
¸ PORT-AU-PRINCE

Complexe d'appartements situé à Delmas 31 (entre rues Clermont et Laforêt). Prix abordable. Toute personne intéressée est priée d'appeler : **509 3-170.3575**, à partir de 6 heures p.m.
Pour plus d'nformations, appelez Bluette Coq au **509.3170.3575 .**

DR. KESLER DALMACY

Board Certified & Award Winning Doctor

Cabinet Medical
Lundi —Samedi: 11 AM—7 PM

Examen Physique sur écoliers
Traitements pour douleurs,
Fièvre
Immigration
Planning familial
Infection
Tumeur
Hernie
Circoncision
Tests de sang et de grossesse
Grippe

MÉDECINE CHIRURGIE
Prix Abordable
TEL. 718.434.5345 FAX 718.434.5565

Journal 13 - 20 mars 2019:HO 3/12/19 3:05 AM Page 7

CRISE PÉTROLIÈRE EN HAÏTI
Guerre des communiqués de presse entre Novum et DINASA et Total

Suite de la page 1

situation actuelle en matière de paiement, d'approvisionnement et d'appels d'offres en Haïti.

Depuis notre premier communiqué de presse, nous sommes heureux d'annoncer que les paiements sont redevenus normaux et les cargaisons dont la livraison était prévue en décembre ont été entièrement été déchargées.

Le 23 janvier, BMPAD a lancé

Chris Scott.

un appel d'offres pour 330 000 barils d'essence supplémentaires destinés à être livrés en deux fois, avec livraisons respectives les 1-3 février et les 20-22 février. A l'issue du processus d'appel d'offres ouvert habituel, DINASA a été choisit pour fournir le premier chargement et NOVUM le second. Novum a ensuite procédé à l'achat de la cargaison pour s'assurer qu'elle était en mesure de livrer dans les délais.

Nous ne sommes pas en mesure de confirmer si DINASA a fourni la première cargaison. Cependant, en raison des troubles publics dans le pays, le 13 février, Mme Elise Appolon, du BMPAD, nous a informés que la livraison de Novum devrait être suspendue « jusqu'à nouvel ordre », sans aucune indication claire quant à savoir si nous serions finalement invités à livrer.

Étant donné que Novum avait déjà acheté la cargaison et dans le souci de minimiser les coûts pour le BMPAD, Novum a proposé de reporter la livraison du navire au 27 février, ce qui a ensuite été accepté par le BMPAD. Le navire transportant ladite cargaison d'essence se trouve actuellement en "Financial Hold" dans la zone des eaux internationales hors d'Haïti et est prêt à décharger sa cargaison.

Toutefois, étant donné les troubles récents et la fermeture de la majeure partie du système bancaire du pays, les paiements ont malheureusement été à nouveau retardés. Au moment de la rédaction du présent rapport, BMPAD accumule des arriérés de plus de US 37 millions de dollars envers Novum, qui devront être versés afin de permettre le déchargement de la cargaison d'essence actuelle. Nous travaillons avec le BMPAD afin de remédier aux surcoûts et espérons pouvoir décharger l'essence dans les prochains jours (sous réserve bien sûr du règlement de ces factures en retard).

Le 21 février, Mme Appolon (au nom du BMPAD) a informé toutes les entreprises locales et internationales habituelles d'un nouvel appel d'offres portant sur 550 000 barils de gazole, 250 000 barils d'essence et 74 000 barils de Jet, à livrer en mars. Les offres devaient être soumises à 11 heures, heure d'Haïti, le lundi 25 février et être ouvertes au bureau du BMPAD à 11h15 en présence des soumissionnaires.

Suite à l'ouverture de l'appel d'offres, il était évident que Novum avait remporté le contrat d'approvisionnement de tout le gasoil et de l'essence étant donné qu'elle offrait le meilleur ou le seul prix. Il est important de souligner ici que pour l'offre proposée par Dinasa, son prix était équivalent à 1'276'275 dollars US plus cher que celui de Novum.

A ce stade, Novum s'attend généralement à recevoir un courrier électronique le même jour, adressé à toutes les parties invitées à l'appel d'offres, nous informant du résultat officiel de l'appel d'offres. Dans ce cas, l'e-mail n'est pas arrivé; Au lieu de cela, on nous a dit verbalement que, en raison de l'absence d'un membre du comité d'appel d'offres lors de l'ouverture des offres, celle-ci était ANNULEE.

Après avoir été informé de l'annulation, Novum n'avait d'autre choix que de libérer les cargos en attente pour l'approvisionnement.

Mardi 26 février à 16 h 15, Mme Appolon a envoyé une NOUVELLE offre pour le même besoin d'approvisionnement, les offres étant attendues le 27 février à 14 heures. Cependant, BMPAD avait modifié les exigences applicables aux offres pour l'essence et le diesel, tout en conservant la soumission des informations relatives à l'offre de Jet, identique aux offres précédentes. Pour les appels d'offres essence et diesel, les sociétés offrantes devaient fournir un numéro de brevet d'identification d'enregistrement local, de sorte que le «soumissionnaire DOIT désormais fournir un numéro de brevet d'ID d'enregistrement local datant d'au moins

Émilie Grandoit.

2 ans», ce qui signifie en fait que Novum n'était plus admissible pour participer au processus d'appel d'offres, car nous sommes une société internationale sans cette immatriculation (ou toute autre société internationale), mais malgré cette nouvelle exigence, Novum a de nouveau présenté son offre.

Lors de l'ouverture du nouvel appel d'offres, les résultats ont été les suivants :

Days 45 Days Price Reference = Platts USGC Waterborne Mogas 87 Bidder Bidder Price Reference = Platts USGC Waterborne Price Reference = Platts USGC Waterborne Jet 54 Bidder Page 3 of 3.

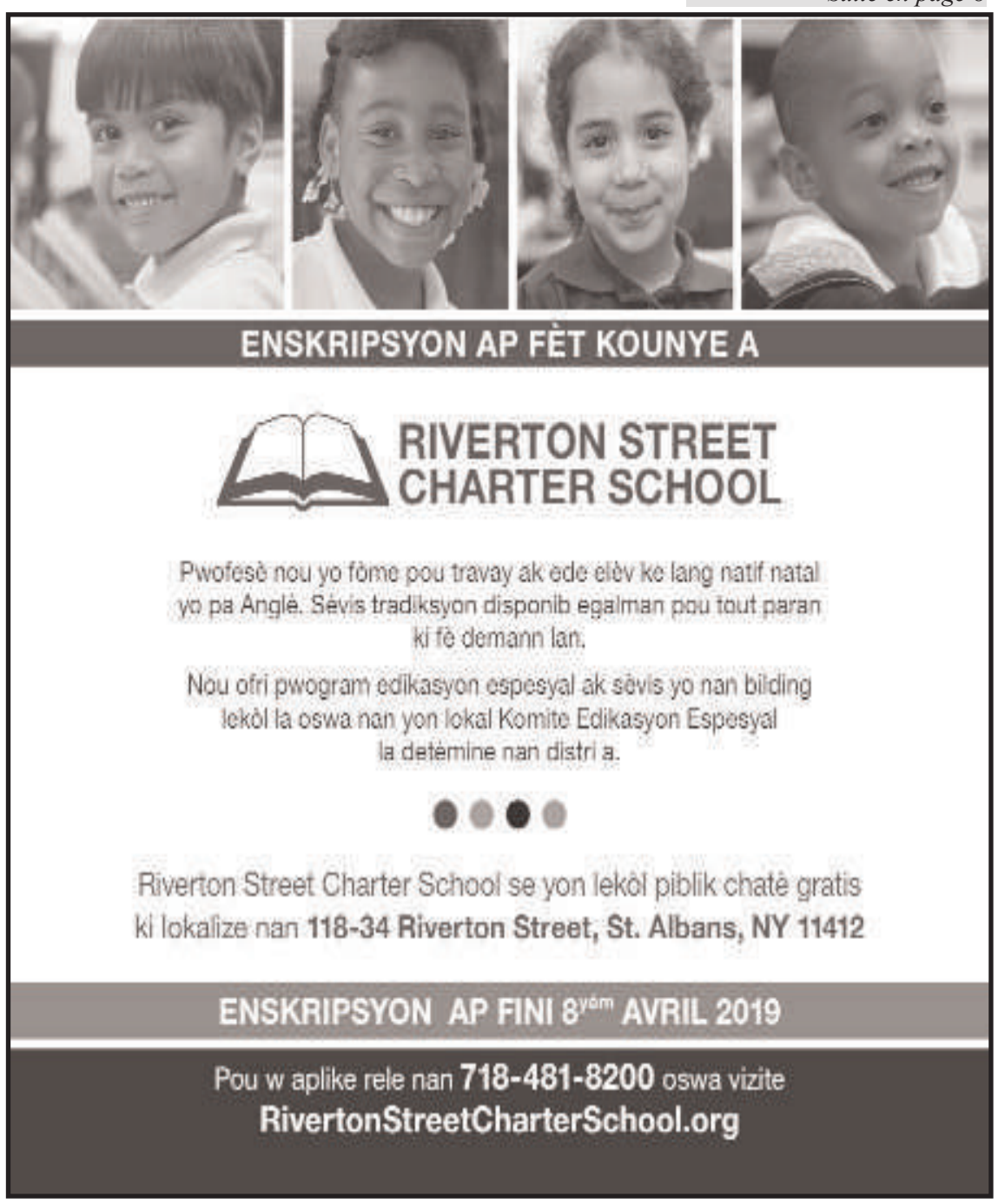
Le résultat de ce nouvel appel d'offres est tel que Dinasa devrait se voir attribuer la première

Suite en page 8

APARTEMENT À LOUER/
APPARTMENT FOR RENT
3 bedrooms, attic included in one of the bedrooms; 1 bathroom, kitchen, dining area, living room. Price: $1,500.00 negotiable. Rosedale, Queens, quiet neighborhood. Call Edzer at (718) 978-0491.

BUSINESS OPPORTUNITY IN HAITI

2 HOTELS FOR SALE
By Owner
In the commune of Kenscoff/Furcy
Contact:
<info@thelodgeinhaiti.com>
509-3458-5968 or 509-3458-105



Journal 13 - 20 mars 2019:HO 3/12/19 3:05 AM Page 8

Queens Village Primary Medical Care

Doctor on the go!
We come to you

We have brought back the good old days of the old-fashioned doctor house call, but with the latest in medical technology. We provide high quality expert health care to you in the comfort of your own home. You will receive the personal and compassionate attention that you deserve without the inconvenience, lengthy waits, expense of travelling, and exposure to other sick patients, all associated with doctors offices.

Providing high quality, comprehensive and compassionate care for over 30 years.

We offer the following comprehensive services:
- Annual medical Exams
- EKG
- Urine analysis
- PPD screening
- Vaccinations
- Vitamin B12 shots
- Screening for Diabetes
- Screening for Asthma
- Screening for Cholesterol
- Screening for sickle cell
- Screening and Treatment for Dementia
- Screening and testing for vascular disease and nerve pain

And many other Dx test and referrals

DOCTOR ON THE GO
To schedule a home visit
Call us at 347-952-4417
Or visit us at
www.doctorontheg p.com

Queens Village Primary medical Care
92-04 Springfield Blvd
Queens Village, NY
Phone: 718-465-3040 Fax:718-464-9063
Email: info@queensvillagemedicalcare.com

Aryel Nicoleau, MD, FACP, FAG
American Board of Internal Medicin
Certification in Geriatrics

CRISE PÉTROLIÈRE EN HAÏTI

Guerre des communiqués de presse entre Novum et DINASA et Total

Suite de la page 7

trôle et uniquement au profit des sociétés de distribution locales qui disposeront d'un monopole sur le marché.

Si vous avez d'autres questions, veuillez nous contacter à info@novumenergy.com Chris Scott Directeur Financier, Novum Energy Trading Corp. 2 mars 2019.

Communiqué de presse de la DINASA

– Port-au-Prince le 6 mars 2019 RE: Approvisionnement en carburants et situation des appels d'offres par le BMPAD.

Le 2 mars 2019, NOVUM ENERGY a publié un communiqué de presse au sujet du processus d'appel d'offre des carburants organisé par le BMPAD. La DINASA ne commentera pas ledit processus car cette décision revient à l'administration en question, en revanche, la DINASA se doit de rectifier l'erreur qui a été faite concernant le coût des carburants importés. En effet NOVUM ENERGY a écrit dans le 3eme paragraphe de la page 3 ce qui suit : En réalité, l'offre de la DINASA pour les 275,000 barils de diesel et les 74,000 barils de kérosène permettront une économie de 369,000 USD dollars comparativement à l'offre faite par NOVUM.

Emilie Grandoit, responsable de la communication externe, DINASA.

Une stratégie du BMPAD pour gérer la crise ?

Dans certains milieux financiers, à Port-au-Prince, le communiqué de la DINASA est loin d'être considéré innocent. D'aucuns y voient une stratégie du BMPAD pour écarter Novum, ne serait-ce qu'à titre temporaire, afin de mettre un bémol à sa stratégie de «*recouvrement* » de la dette de l'État haïtien sur les stocks de produits pétroliers déjà livrés.

Vu l'opacité dans laquelle s'effectuent les transactions financières, sous les régimes *Tèt Kale*, on ne saura jamais si l'État aura réalisé une économie de USD 369 000 $ en obtenant la livraison du diesel et du kérosène de DINASA. Surtout si les autorités s'entendent avec le négociant local pour écarter la firme internationale de ce circuit.

HAITI OBSERVATEUR
Lè manke gid, pèp la gaye !
WWW.HAITI-OBSERVATEUR.NET

Journal 13 - 20 mars 2019:HO 3/12/19 3:05 AM Page 9

REGARD DE LA FENÊTRE

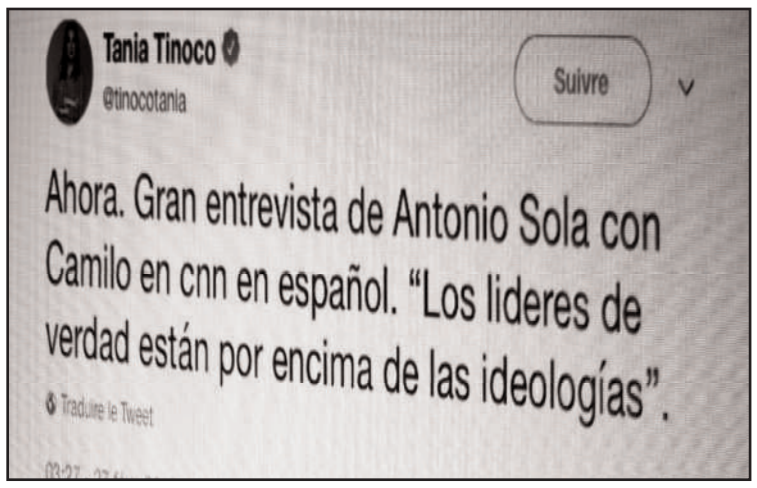
Haïti : L'échec d´un chanteur devenu président

« Les idéologies traditionnelles sont mortes ; et
Les vrais leaders sont au-dessus des idéologies,
dit Antonio Sola, stratège en communication électorale
de l´ex-président haïtien Michel Martels, en 2011.

Par Michelle Mevs

Michelle Portes Mevs

« Les idéologies traditionnelles sont mortes », dit Antonio Sola, le fameux stratège en communication électorale, journaliste de métier, d'origine catalane, de nationalité espagnole, naturalisé Mexicain depuis 2009. C'est ce qu'il a déclaré récemment dans son entrevue à la chaîne CNN-espagnole.



C'était à l'occasion du sommet « XIV Cumbre Mundial de Comunicación » politique du 19 au 21 février 2019, à Madrid, Espagne, où le stratège politique y tenait une place de champion. Il eut à dire également : « *Les vrais leaders sont au-dessus des idéologies* ».

En Haïti, la vie politique électorale a été marquée par l'engagement de ce fameux stratège international, en communication, en l'occurrence Antonio Sola, pour avoir été le conseiller en communication électorale de Michel Martels, en 2011.

M. Sola a utilisé son concept politico-idéologique particulier, celui d'expert en stratégie contemporaine et a fait triompher Michel Martels, comme bien d'autres candidats dans la sphère latino-américaine et espagnole, avant et après la présidence de Martelly.

Qu'est-ce qui définit une idéologie, selon Sola ? Dans son sen péjoratif, il définit ce concept ainsi : Une idéologie désigne une philosophie qui spécule sur des idées creuses, vagues, coupées du réel et qui prône un idéal irréalisable.

Somme toute, Antonio Sola explique : L'idéologie est morte comme les partis de droite ou de gauche, qui sont caduques…, que le monde numérique fonctionne sans socle idéologique, mais pousse en avant sur une scène politique un vrai meneur, un leader. A son avis, le leader devrait être branché en symbiose constante avec le citoyen et ses besoins, le premier devant s'ajuster au monde numérique. Essentiellement, Sola critique les politiques d´antan héritées des dinosaures fonctionnant à la mode de l'ancienne idéologie. Sola nomme également les médiocres qui ne savent pas s'y prendre. L'électorat branché est, en majorité, sur le net, mais tout comme l´électorat de la rue : ils ne sont nullement sensibles et concernés (du point de vue de Sola) par une quelconque idéologie politique, qu´elle soit mondialiste ou populiste, par exemple. Les idées sont abstraites tandis que le citoyen électeur, lui, réclame un vrai leader capable d'apporter des solutions.

Voici des précisions générales sur le concept d´idéologie politique :

Au regard du sens courant : Une idéologie est un ensemble d'-idées, de pensées philosophiques, sociales, politiques, morales, religieuses, propre à un groupe, à une classe sociale ou à une époque. C'est un système d'idées, d'-opinions et de croyances qui forme une doctrine pouvant influencer les comportements individuels ou collectifs. Exemples : idéologie bourgeoise, idéologie communiste. Quelques exemples d'idéologies politiques : Anarchisme, Conservatisme, Communisme, Fascisme, Féminisme, Libéralisme, Marxisme, Nationalisme, Nazisme, Radicalisme, Socialisme, Ultralibéralisme. (Source Toupie.org).

Quoique cette opération électorale menée par Antonio Sola fusse un succès électoral pour Michel Martelly (président du 4 mai 2011 au 7 février 2016), il faut souligner que sa présidence n'a pas été favorable au intérêts du pays.

Aucun objectif politique d'envergure n'a été mis en avant, sinon que la prédominance d´un esprit de marketing politique, ou la promotion du business dans de multiples projets mal planifiés pour durer et prospérer dans le long terme, compte tenu du contexte réel et des besoins locaux; les facteurs essentiels à la refondation du pays non-adressées, sinon une visibilité cosmétique et des actions promotionnelles de la présidence.

On peut comprendre les raisons de cet échec, dont la continuité se retrouve dans la présidence de l´actuel chef d´État, Jovenel Moïse, proche et dauphin de Martelly.

Entre-temps, examinons ce qu´est un bon leadership du point de vue institutionnel, et du point de vue du vrai leader.

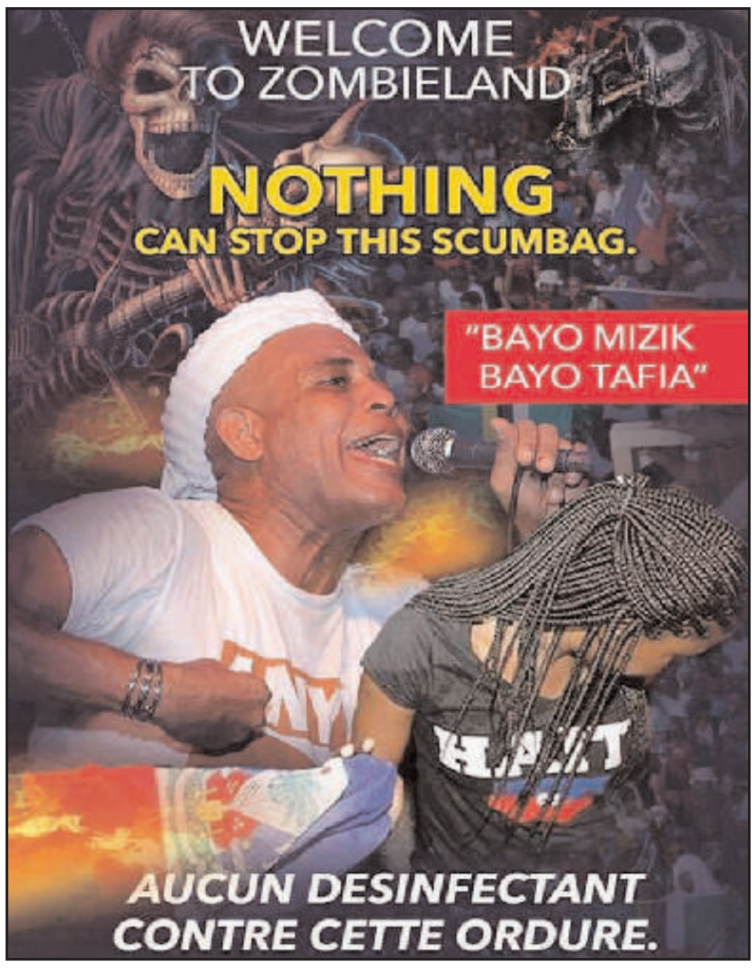
Dans le cas qui nous préoccupe, Martelly a tout simplement failli dans son leadership politique et institutionnel. Il aura abandonné la politique publique a des Premiers ministre aux ambitions calculatrices d´homme d´affaires ou politiciennes; ne se sera pas préoccupé du suivi et du bon fonctionnement des institutions; aura agressé la presse, le Parlement, fait ébranler la confiance du citoyen à l´encontre des pouvoirs; les négociations politiques d'opposition ne trouvèrent pas en l´élu Martelly — une fois installé — un socle pour la reconstruction, mais un effritement accéléré du tissu social…

Le président n'a pas été capable de mener à bien la tâche de contrôle, de bon fonctionnement administratif et de cohésion sociale à lui confiée par la nation. Au contraire, les tractations d'argent entre corrompus et interpares provenant des fonds Petro Caribe, entre autres, ont primées.

Le libertinage sexuel et scatologique en Haïti, la déliquescence des mœurs ont trouvé champs libre — inspirés de la prose et des gestes de Martels —Sweet Mickey. Ils continuent de faire recette encore.

Antonio Sola selon la presse mexicaine..

A ses débuts, le journaliste Antonio Sola est décrit dans la presse mexicaine comme journaliste des guerres électorales sales « *gueras sucias* ». Style dans lequel Antonio Sola semble, de toute évidence, exceller. (Source opinion de la presse politique mexicaine).



Antonio Solá, de Terrassa, à Barcelone, où il est né, en 1972, a obtenu la nationalité mexicaine en 2009, afin de pouvoir agir plus librement sur plusieurs tableaux mexicains et transnationaux.

Antonio Solá est le prototype des nouveaux mercenaires des campagnes politiques. Il est habile, intelligent, possède un bon bagage technique pour obtenir les effets souhaités, tels que rumeur, contre-campagne, induction à la peur, provocation qui transforment l'adversaire en ennemi irréconciliable et en menace. (Source presse mexicaine).

Mais Antonio Sola n´est pas là pour enseigner la gestion de la chose publique à Martelly…. Et Martelly, pour sa part — ayant toujours confié les règlements d´argent, la gestion de son métier de chanteur à son épouse Sophia —, n'a pas su ni organiser ni s´entourer de personnes ayant la volonté, la préparation, le patriotisme qu'exige la fonction publique.

Comprendre le concept idéologique de ce brillant manipulateur d´idées qu´est Sola servira sans doute à projeter de la lumière sur la victoire électorale du chanteur, tandis qu'en final, son échec foudroyant — dans l'administra-

Suite de en page 12

Journal 13 - 20 mars 2019:HO 3/12/19 3:05 AM Page 10

ÉDITORIAL

En faillite chronique, l'intervention du FMI a peu chance d'assurer la survie du régime Moïse-Céant

Après le séjour à Port-au-Prince d'une délégation du Fonds monétaire international (FMI) ayant promis un décaissement de USD 229 millions $ sur trois ans, la jubilation est au rendez-vous au sein de l'administration Moïse-Céant, notamment chez les administrateurs des deniers publics. Si chronique est la crise économique et financière que connaît le pays, que l'intervention, qu'on dirait, in extremis, de cette institution de la haute finance internationale ne saurait autoriser aucun espoir que Jovenel Moïse aura trouvé la bouffée d'oxygène dont il a besoin pour sauver ce qui lui reste de son quinquennat. Surtout que sa gestion des affaires du pays, au cours des deux dernières années, donne à la communauté internationale une bonne mesure de son absence d'intégrité administrative, de son manque de rectitude en politique financière et de ses bonnes dispositions par rapport à la mise en application des principes de la bonne gouvernance.

En effet, lors d'une conférence de presse, le vendredi 8 mars, au ministère des Affaires économiques et des Finances (MEF), le titulaire du département, Ronald Grey Décembre, s'est félicité en disant que le FMI décaissera, au mois de septembre, un montant de USD 45,3 millions $ sur les USD 229 millions $, qui seront octroyés sous forme de prêt concessionnel sur trois ans, au taux d'intérêt de 0 %. M. Décembre a ajouté, comme en gloussant, que «*Le FMI n'a fait que constater que nous mettons de l'ordre dans les dépenses de l'Etat* », enchaînant, dans la foulée : « *Le FMI a pris le train en marche d'une série de mesures de bonne gouvernance pour assainir les finances publiques à travers le pacte de gouvernabilité signé avec la BRH* ».

Le ministre des Finances haïtien a aussi profité de l'occasion pour féliciter l'équipe dont il fait partie pour la mise en place de « *mesures d'austérité* » accompagnées de contributions d'investissements, encore plus importants, dans les secteurs productifs de l'économie. Sans négliger de mentionner des dispositifs de sécurité ayant la vocation d'assurer la paix sociale, condition indispensable, dit-il, au succès du programme négocié avec le FMI. D'ores et déjà, Ronald Décembre voit Haïti, sous le leadership de Jovenel Moïse, cessant d'être un État débile et improductif en pays générateur de richesses et économiquement stable. En dépit des prévisions décevantes du passé, le titulaire des Finances se croit autorisé d'aviser que l'administration Moïse-Céant mise sur une croissance de 2,5 % du Produit interne brut (PIB) pour les trois années à venir, par rapport à l'année 2018, qui n'a atteint que 1,5 %.

Il faut rappeler que les USD 229 millions $ de prêt promis par le FMI entrent dans le cadre d'un projet qui sera soumis à l'approbation du Comité directeur de l'institution. On ne peut prévoir à quel moment l'examen des chiffres réunis par l'équipe du FMI, qui a séjourné à la capitale haïtienne, sera soumis aux décideurs. Il y a aussi des risques que l'unanimité ne soit pas faite au sein de ce Comité par rapport à l'octroi de ce prêt à Haïti. Surtout que la gestion calamiteuse de l'équipe au pouvoir doublée de la corruption et des détournements de fonds publics qui caractérisent les régimes Tèt Kale, qui se sont succédés au cours des huit dernières années, sont de notoriété internationale.

Indéniablement, en traitant avec l'actuel gouvernement haïtien, la communauté internationale ne peut passer sous silence, ni négliger de tenir compte de la manière dont Jovenel Moïse traite le dossier PetroCaribe. Puisque, à diverses reprises, et par le biais de plusieurs de ses représentants ou de ses porte-paroles, notamment les Nations Unies (ONU), l'Organisation des États américains (OEA), les États-Unis, le Canada et bien d'autres États, surtout ceux dits les « *amis d'Haïti* », ont exhorté à Jovenel Moïse à favoriser la mise en branle de la justice contre les dilapidateurs, soit par détournement ou par le vol tout court, des plus de USD 4 milliards du Fonds PetroCaribe. Les promesses qu'il a faites en ce sens et les déclarations grandiloquentes, surtout à la tribune des Nations Unies, à New York, sont restées lettre morte.

Vu le précipice économique et financier dans lequel Jovenel Moïse et son équipe font sombrer Haïti, l'aide promise par le FMI aura seulement l'effet d'une goutte d'eau dans l'océan. À coup sûr, ce prêt ne vise pas à sortir l'équipe au pouvoir du trou où elle s'est engouffrée. Dans la mesure où la somme d'argent volée ou détournée des caisses publiques s'élève à plus de USD 4 milliards $, le pays a besoin d'une aide accompagnée de prêts totalisant plus de USD 4 milliards $. On ne peut s'empêcher de conclure que les USD 229 millions $ prévus pour Haïti constituent une « *solution d'attente* », voire même pire. Puisque, de la soumission du projet mis sur pied par l'équipe du FMI à l'examen du Comité directeur et à l'engagement du processus de décaissement, il est possible que la première tranche de USD 45,3 millions $ ne soit versée que bien longtemps après le mois de septembre.

Ceux qui se bercent d'illusion s'imaginant que l'agitation populaire a pris fin, depuis déjà deux semaines, peuvent se détromper. Car il s'agit d'un arrêt artificiel de la crise. Les causes à l'origine de son éclatement étant toujours présentes, voire même courant le risque de s'amplifier, il y a fort à craindre qu'elle ne rebondisse de plus bel. Au fait, les signes de nouvelles vagues d'émeutes s'annoncent déjà.

Certes, le rationnement d'essence se pratique même dans certaines villes de province, tandis que des pompes sont désaffectées dans plusieurs quartiers de Port-au-Prince. Si la gazoline est encore disponible en mode de rationnement, à la capitale, le diesel est complètement en rupture de stock. Le bateau de Novum Energy, le fournisseur de produits pétroliers au BMPAD, depuis plus de deux ans, se trouve mouillé dans les eaux internationales attendant que soient payées les factures pour des arriérés se chiffrant à USD 37 millions $. Avec la carence de devises qui bat son plein dans le pays, l'État aura toutes les peines du monde à faire face à ces obligations.

Mettant la crise au compte des émeutes, qui ont perturbé l'économie du pays, le ministre des Finances a informé que des employés de l'administration publique n'ont pas encore touché le mois de février. Il n'a, toutefois, pas identifié ceux que le gouvernement reste devoir des arriérés de salaire. Il est donc opportun de demander si les dirigeants sont à jour avec le personnel diplomatique et consulaire, en ce qui concerne leurs salaires, ayant connu la même situation jusqu'à quatre mois suivis quasiment durant les deux dernières années ? Qu'en est-il des policiers qui ont été également mal menés par rapport à leurs salaires ?

Pire encore, les indicateurs persistent en indiquant que l'économie est aux abois. Rappelons que la croissance économique a fait une chute vertigineuse, entre 2011 et 2018, passant de 5,5 % à 1,3 %. En 2011, le taux d'inflation était de 4,7 %. Les récentes déclarations du gouverneur de la Banque centrale, Jean Baden Dubois, l'ont fixé à 15,6 % en 2018. À la fin de l'année dernière, le déficit budgétaire, qui était à 2,9 milliards de gourdes, en 2011, a grimpé à plus de 16 milliards de gourdes, en 2018, avait encore déclaré ce dernier. En ce qui concerne le déficit budgétaire, la tendance ne rassure guère pour l'année en cours, soit plus de 24 milliards de gourdes, est venu encore d'annoncer le gouverneur de la BRH, la semaine dernière.

Dans la mesure où de telles statistiques sont à l'origine des revendications populaires et déclenchent les émeutes récurrentes de 2018 et des premières semaines de cette année, il y a de fortes chances que les protestataires redescendent dans la rue. Aucune garantie que les forces, qui ont jusqu'ici joué pour maintenir Jovenel Moïse au Palais national, lui donneront une autre chance. Il y a fort à craindre que l'intervention du FMI ne soit trop peu trop tard.

HAITI OBSERVATEUR

Haïti-Observateur
P.O. Box 356237
Briarwood, NY
11435-6235Tél.
(718) 812-2820

SUBSCRIPTION FORM
BULLETIN DE SOUSCRIPTION

Haïti
Haïti-Observateur
98, Avenue John Brown, 3ème étage
Port-au-prince, Haïti
Tél. (509) 223-0787 ou
(509) 223-0785

CANADA
Haïti-Observateur
Gerard Louis Jacques
514 321 6434
12 Haïti OR Canada
12213 Joseph Cassavant
Montréal H3M3X7

EUROPE, AFRIQUE ET ASIE
Un service spécial est assuré à partir de Paris. L'intéressé doit s'adresser à:
Jean Claude Valbrun
13 K Avenue Faidherbe, Rt Rt Apt. 44
93310 Le Pré ST. Gervais France
Tél. (33-1) 43-63-28-10

ÉTAT-UNIS
1ère classe
☐ 48.00 $ US, pour six (6) mois
☐ 90.00 $ US, pour un (1) an

AFRIQUE ET ASIE
☐ 553.00 FF, pour six (6) mois
☐ 1005.00 FF, pour un (1) an

CARAÏBE ET AMÉRIQUE LATINE
1ère classe
☐ $73.00 US, pour six (6) mois
☐ $160.00 US, pour un (1) an

EUROPE
☐ 73 EUROS, pour six (6) mois
☐ 125 EUROS, pour un (1) an
Par chèque ou mandat postal en francs français

Name/Nom
Company/Compagnie _____
Address/Adresse: _____
City/ville State/État
Zip Code/Code Régional _____ Country/Pays _____

Tous les abonnements sont payables d'avance par chèque ou mandat bancaire

Journal 13 - 20 mars 2019:HO 3/12/19 3:05 AM Page 11

EDITORIAL

In chronic bankruptcy, IMF intervention may not ensure the survival of the Moïse-Céant regime

After a 10-day visit to Port-au-Prince by a delegation from the International Monetary Fund (IMF,) promising a loan of $229 million over three years, the Moïse-Céant administration, particularly those who manage public funds, are jubilating. However, considering the chronic economic and financial crisis faced by the regime, the intervention of the IMF seems like a Band-Aid on a giant wound. There's much doubt that the solution proposed by the international institution of high finance will provide the breath of fresh air needed for Jovenel Moïse to save the remainder of his five-year term. Especially since in the past two years he's given the measure of his lack of administrative integrity. There has been no transparency in his financial policies and he seems to abhor the principles of good governance.

During a press conference last Friday, March 8, at the Ministry of Economic Affairs and Finance (French acronym MEF,) the head of the department, Ronald Grey Décembre, welcomed the news that the IMF will disburse a first installment of $45.3 million in September. That's nearly one fifth of the $229 million in concessional loans that will be provided to Haiti over three years, at an interest rate of 0%. Mr. Décembre added, as if he were giggling, *"The IMF has noticed that we are putting government spending in order."* And he followed that up with this: *"The IMF has jumped on the bandwagon with a series of good governance measures to restore public finances through the governance pact signed with the BRH," the National Bank of the Republic of Haiti.* Well, well, the Haitian government was already far along the path of financial reform before the IMF got on board!

The Minister also took the opportunity to congratulate the team of which he is a member for implementing the *"austerity measures"* leading to greater investment contributions in the productive sectors of the economy. And he mentioned security arrangements designed to ensure social peace, which is essential to the success of the program negotiated with the IMF. Already, Ronald Décembre sees a new Haiti under the leadership of Jovenel Moïse. No more stupidities giving rise to an unproductive state. Haiti is about to become a wealth-generating and economically stable country. Despite disappointing forecasts in the past, the Finance Minister believes there is cause to believe that the Moïse-Céant administration can expect growth of 2.5% in the Gross Domestic Product (GDP) over the next three years, compared to only 1.5% in 2018.

It's not all in the bag yet because the $ 229-million loan negotiated with the IMF team must be submitted to the organization's Executive Board for approval. There's no way knowing when the figures compiled by the visiting team will be presented to the policy makers. There's no certainty either that there'll be unanimity in the Committee for granting the loan to Haiti. Especially when the calamitous management of the Haitian ruling team is well known internationally. Indeed, it's no secret that in the past eight years corruption and embezzlement of public funds are the defining features of the "Bald-Headed" regimes.

Undoubtedly, in dealing with the current Haitian government, the international community cannot ignore or neglect to take into account the way Jovenel Moïse has handled the PetroCaribe case. On many occasions and through several of his representatives or spokespersons, Jovenel Moïse has been urged to bring to justice the embezzlers and thieves of the more than the $4 billion of the PetroCaribe Fund. Whether from the personnel of the United Nations (UN,) the Organization of American States (OAS,) the United States, Canada and of many other countries known as "friends of Haiti" the message has been very clear. His promises and grandiloquent statements made concerning the dossier of corruption have remained just that.

Given the economic and financial precipice into which Jovenel Moïse and his team have sunk Haiti, the aid promised by the IMF will only be like a drop in the ocean. Certainly, this loan is not intended to get the ruling team out of the hole they have dug for themselves. Considering that the money stolen or misappropriated from public funds amounts to more than $4 billion, the country needs assistance with loans totaling more than $4 billion. It's fair to conclude that the $229 million earmarked for Haiti is a stopgap solution, if not worse. As it is, those guys in Port-au-Prince have a long wait ahead of them. From the time the IMF team submits its project to the Board's review and disbursement of the first installment of $45.3 million in September, it's an excruciating agony for Haiti.

To those who are under the illusion that the unrest has ended, due to a two-week pause, we say think again. It's an artificial end to the crisis. With the original causes of the upheaval persisting, and even running the risk of increasing, it's ominous that it will bounce back even more radically. In fact, already there are signs of new waves of riots.

For examples, there's gasoline rationing in some cities other than the capital and several gas stations in Port-au-Prince aren't operating. While there's some form of rationing for gasoline in the capital, diesel is completely out of stock. Yet, the tanker of Novum Energy, the supplier of petroleum products to the BMPAD for more than two years, is in waiting mode in international waters off the capital. In discussion are invoices for arrears amounting to $37 million. With an acute scarcity of foreign exchange in Haiti, the State will have great difficulty in meeting those obligations.

Blaming the crisis on the riots, which disrupted the country's economy, the Minister of Finance disclosed that public administration employees haven't been paid for February. He didn't mention those who are in arrears for months. One wonders whether those in the diplomatic and consular corps have been paid. In the past two years, in certain cases, they've gone four months without pay. That goes also for those in the Police who haven't fared any better.

Worse still, indicators show that the economy is in deep crisis. From 2011 to 2018, economic growth fell sharply, from 5.5% to 1.3%. In 2011, the inflation rate was 4.7%. Recently, Central Bank Governor Jean Baden Dubois said it stood at 15.6% in 2018. The budget deficit, which was at 2.9 billion gourdes in 2011, he said, rose to more than 16 billion gourdes in 2018. The trend isn't reassuring for this year. Last week, Governor Dubois projected it at 24 billion gourdes.

Those statistics are the root causes of the popular demands that triggered the riots of 2018 and those of the first few weeks of this year. Since the situation continues to worsen, there's a good chance that protesters will take to the streets again. It's not guaranteed that the forces, which have played in keeping Jovenel Moïse at the Palace so far will give him another chance. In that light, IMF's intervention may be too little too late!

HAITI OBSERVATEUR
Lè manke gid, pèp la gaye

Haïti-Observateur
P.O. Box 356237
Briarwood, NY
11435-6235
Tél. (718) 812-2820

SUBSCRIPTION FORM
BULLETIN DE SOUSCRIPTION

Haïti
Haïti-Observateur
98, Avenue John Brown, 3ème étage
Port-au-prince, Haïti
Tél. (509) 223-0782 ou
(509) 223-0785

CANADA
Haïti-Observateur
Gerard Louis Jacques
514 321-6434
12 Haiti OB Canada
12213 Joseph Cassavant
Motreal H3M2C7

EUROPE, AFRIQUE ET ASIE
Un service spécial est assuré à partir de Paris. L'intéressé doit s'adresser à:
Jean-Claude Valbrun
13 K Avenue Faidherbe, 8t Bt Aptt. 44
93310 Le Pré ST. Gervais France
Tél. (33-1) 43-63-28-10

ÉTAT-UNIS
1 ère classe
☐ 48.00 $ US, pour six (6) mois
☐ 90.00 $ US, pour un (1) an

AFRIQUE ET ASIE
☐ 553,00 FF, pour six (6) mois
☐ 1005,00 FF, pour un (1) an

CARAÏBE ET AMÉRIQUE LATINE
1ère classe
☐ $73.00 US, pour six (6) mois
☐ $160.00 US, pour un (1) an

EUROPE
☐ 73 EUROS, pour six (6) mois
☐ 125 EUROS, pour un (1) an
Par chèque ou mandat postal en francs français

Name/Nom _____
Company/Compagnie _____
Address/Adresse _____
City/ville _____ State/État _____
Zip Code/Code Régional _____ Country/Pays _____
Tous les abonnements sont payables d'avance par chèque ou mandat bancaire

Journal 13 - 20 mars 2019:HO 3/12/19 3:05 AM Page 12

REGARD DE LA FENÊTRE

Suite de la page 9

stratégie électorale à la Sola.
Nous reprenons : Sola croit fermement au vrai leadership, mais, en aucun cas, n'est un conseiller ni en système de gestion administrative de l´affaire publique, ni en projet de développement.

Un homme d'État, un vrai leader doit être à la fois populaire et bon gestionnaire pour réussir son mandat. En ce sens, il en découle qu'il doit pouvoir gérer convenablement les affaires du pays. Or les failles de Michel Martels, comme celles du président Jovenel Moïse, son « *compadre* » sont nombreuses.

L´idéologie est une superstructure de la société dont elle émane et qu'elle soutient, selon Friedrich Engels. Elle peut être politique, sociale, économique, etc…

Si Antonio Sola rejette toute idéologie politique, on peut comprendre que le novice en politique Michel Martels, dont la préparation en science politique est nulle, adhérera forcément au même crédo que Sola.

D´ailleurs, cette croyance fait dans l´air du temps. Emmanuel Macron, en France, Donald Trump, aux États-Unis sont des exemples frappants de la déroute de la mondialisation, de la perte en importance des partis en rapport avec le vote citoyen. Néanmoins, ces deux leaders de pays avancés peuvent s´en remettre à une machine administrative et politique bien rodée et efficace; mais encore à l'intervention d'une opposition indépendante financièrement. Ce qui n´est pas le cas d´Haïti.

Actuellement, ne retrouve-t-on pas, en février 2019, en l´ex-président Martelly, quoique simple citoyen, une certaine posture électoraliste volontaire comme démontrée par son intromission verbale de chanteur-ex-président durant le carnaval des Cayes 2019 ?

Dans son spectacle carnavalesque, Martelly chante et joue pour faire passer un discours politique incohérent (voir youtube).

De plus, Martelly ira pratiquer, tout récemment encore, durant le carnaval 2019, cette même stratégie de polarisation à la Sola, en cherchant à attaquer et à discréditer. Cette fois, le quotidien centenaire, le plus connu, le plus lu du pays, *Le Nouvelliste*, qui en a fait les frais.

Et pour couronner cette provocation, ce dénigrement, on aurait vu ressortir des copies de chèques du gouvernement versés au *Nouvelliste* afin de dénoncer la compromission de la presse, sa position ambiguë envers le pouvoir gouvernemental.

Une guerre électorale SALE est déjà en cours, c'est un savant mélange du type concocté par le maestro-consultant en marketing catalano-mexicain. Ne ferons défaut ni le manichéisme pour préparer une attaque virulente contre l'adversaire politique, ni la mise en place du dispositif de cooptation des votes, ni la manipulation de ceux-ci, et celui des bulletins au regard des cartes d'identification nationales (affaire Dermalog). Les réseaux sociaux et le net demeurent la machine de transmission des communications de Sola et de Martelly.

On se souvient encore quand Martels, durant sa présidence, passa à l'attaque contre deux analystes politiques à forte écoute de la radiocommunication en Haïti : la combattante Liliane Pierre-Paul, de Radio Télévision Quisqueya, et Jean Monard Métellus, de Radio Télévision Caraïbes. Ils n'auront pas été les seuls de la presse haïtienne à essuyer les invectives hargneuses de Michel Martelly.

Observation : En 2011, telle ne fut pas la surprise de l´establishment politique conservateur haïtien ! Insulaire dans sa perception de la politique internationale, il en fut renversé, quand ces nouvelles règles du jeu électoral à la Sola lui tombèrent dessus.

Martelly, parvenu de simple chanteur populaire au nom de scène Sweet Mickey, à la plus haute magistrature de l'État haïtien, avait pu engranger avec Sola pour conseiller, un scrutin indéniablement entaché d'irrégularités, mais parvenant jusqu'à 67 % de la masse des votants. Occurrence nullement prévisible, mais soumise à l´intervention de Sola, mais également à celle des États-Unis d'Amérique des Clinton et des pays latino-américains organisés en consortium par Bill Clinton, s'érigeant en sauveurs du pays, après le séisme de 2010. Nonobstant la popularité du candidat, chanteur, il jouira du support de l´international pour se faire accepter et élire...

« *Des organisations internationales, avec l'aide de Washington, ont aidé M. Martelly en documentant la fraude électorale répandue de ses opposants* » (source presse américaine).

Martelly était arrivé en deuxième position, au premier tour des élections, quasi ex-aequo avec le candidat de droite Jude Célestin, jusqu'à ce que l'Organisation des États américains (OEA) ne désigne Michel Martelly comme qualifié au second tour, après plusieurs soupçons de fraudes du côté de la droite. (Wikipédia Michel Martelly).

M.M.

Septième Congrès mondial sur l'abolition de la peine de mort

Par David Bongard

Le rideau vient de tomber sur le 7ème Congrès mondial contre la peine de mort qui s'est tenu à Bruxelles pendant 4 jours, du 26 février au 1er mars, et qui a réuni près de 1500 participants. Il s'est terminé par une « Marche mondiale pour l'abolition de la peine de mort ».

Au rythme des plénières, des tables-rondes, des ateliers et des événements culturels, les 1500 participants au Congrès ont disposé d'un moment privilégier pour se rassembler et dresser un état des lieux des avancées et difficultés qui jalonnent le chemin vers l'abolition universelle de la peine de mort. Militants associatifs, avocats engagés dans la défense de condamnés à mort, dirigeants politiques, diplomates, parlementaires, anciens condamnés à mort ou familles de victimes, ont partagé leurs expériences, leurs analyses et identifié les leviers d'action afin de gagner en efficacité dans leur combat.

Parmi les invités, le Président d'honneur d'Ensemble Contre la Peine de Mort (ECPM), Robert Badinter, mais aussi de nombreuses personnalités politiques, telles Federica Mogherini, Haute représentante de l'Union européenne pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, Vice-présidente de la Commission européenne, Didier Reynders, Vice-Premier Ministre et Ministre des Affaires étrangères et européennes du Royaume de Belgique ainsi que Louise Mushikiwabo, Secrétaire général de la Francophonie. Plusieurs rapporteurs spéciaux des Nations Unies étaient également présents pendant les travaux. La capitale belge, qui est aussi la capitale de l'Europe, est un hôte de choix pour ce 7e Congrès. Elle compte de nombreux représentants politiques, est centrale et attractive, offrant l'occasion de mener un plaidoyer à haut niveau.

L'Association « Ensemble contre la Peine de mort » est à l'initiative de cet événement qui était placé sous le parrainage du Royaume de Belgique, de la Confédération Suisse, de la Norvège, du Parlement Européen et de l'Union européenne.

Que retenir ?

Tout d'abord une baisse globale des exécutions et condamnations à mort. Il est désormais reconnu que la peine de mort est une sanction judiciaire inefficace, celle-ci tend à encourager la violence et ne permet en aucun cas une baisse de la criminalité.

Chaque année en moyenne, deux pays rejoignent le clan des abolitionnistes. Ils sont désormais 142 à avoir aboli la peine capitale dans leur législation ou dans les faits (depuis au moins 10 ans). L'Afrique subsaharienne continue de se montrer bonne élève malgré les énormes difficultés auxquelles elle est confrontée. 56 pays recourent encore fréquemment à la peine de mort. Les pays régulièrement mis à l'index sont les Etats-Unis d'Amérique, la Chine et l'Iran.

La majorité des pays situés dans le bassin Caribéen ont aboli la peine de mort, en droit ou en pratique. Historiquement, les pays hispanophones ont été à l'avant-garde de l'abolition de la peine de mort dans le monde et les anglo-saxons à la traine. L'exécution connue la plus récente dans la Caraïbe a eu lieu en 2008 à Saint-Kitts-et-Nevis. Toutefois, bien que chaque année des personnes soient condamnées à mort dans la région des Caraïbes, les exécutions sont de plus en plus rares.

En Haiti, dans la Constitution de 1987, il est précisé que « la peine de mort est abolie en toute matière ». La dernière exécution connue remonte à 1972.

D.B.
<david.bongard@gmail.com>

CHRONIQUEUR INVITÉ/GUEST COLLUMNIST

Price controls put Americans' health at stake

By Peter J. Pitts *

Scientists searching for cures to cancer, diabetes, Alzheimer's, and other deadly illnesses may soon lose their funding, due to a misguided proposal from Secretary of Health and Human Services Alex Azar.

The proposal would gradually reduce Medicare's reimbursement rate for advanced drugs administered in hospitals and doctor's offices by 30 percent. Sec. Azar claims these price controls "will save $17 billion in Medicare drug spending over the next five years."

Price controls would save the government money, at least initially. But the cuts to research funding would make it much harder for scientists to discover the cures of tomorrow.

Drug research is ludicrously expensive and fraught with pitfalls. Most research projects fail in the lab. And roughly nine in ten experimental drugs that emerge from the lab and enter human trials fail to gain FDA approval. This high failure rate explains why it takes almost $3 billion to develop just one drug.

Unlike most European nations, which impose strict price controls on medicines, the United States has a relatively free market for drugs. The ability to earn a sizeable return on successful drugs explains why a majority of world's new drugs are invented in America. America's researchers are currently developing more than 3,000 new medicines.

Price controls would halt this medical progress. They'd make it nearly impossible for research companies to earn a return on their initial investments. As a result, the investors who currently fund drug research would redirect their capital to other business opportunities that offer better returns.

Consider how price controls have wrecked drug development in Europe. In the 1970s, more than 55 percent of all new drugs were developed in

Peter Pitts

Europe. Just 31 percent were developed in America.

Now, those statistics have reversed, largely due to Europe's ever-stricter price controls, which have made America ever-more attractive for drug researchers. From 2001 to 2010, the United States generated more than half of all new medicines developed globally; Europe accounted for just one-third.

Medical breakthroughs could save patients, and the government, billions of dollars by preventing or curing chronic disease. Approximately 1,500 innovative treatments targeting Alzheimer's, cancer, diabetes, heart disease, and stroke are currently in development. If researchers produced one successful treatment that delayed the onset of Alzheimer's by five years, the government could save over $200 billion annually by 2050.

American patients have some of the best health outcomes in the world precisely because we've avoided the pitfalls of socialist price controls.

* *Peter J. Pitts, a former FDA Associate Commissioner, is President of the Center for Medicine in the Public Interest and a Visiting Professor at the University of Paris Descartes Medical School.*

BUSINESS OPPORTUNITY IN HAITI

2 HOTELS FOR SALE
By Owner
In the commune of Kenscoff/Furcy
Contact:
<info@thelodgeinhaiti.com>
509-3458-5968 or 509-3458-105

Journal 13 - 20 mars 2019:HO 3/12/19 3:05 AM Page 13

DIPLOMATIE INTERNATIONALE ET SOCIÉTÉ

Le Droit en Berne à Paris pour juger le Jihad là où il y a peine de mort

Par Dan Albertini

Entre (). Quelle affaire quand sweet miki dans sa meringue prolongée aux Cayes, diffamerait en alternatif relatif, selon l'espèce. Pourquoi expliquer un seul chèque, sans représenter ceux de l'ère Martelly, quand sortiront-ils du prélavage ? Ah, le crachat retombe ! Fermons-les ().

Massacrer l'œil au LBD à Paris, *le droit est en berne*, des spécialistes médicaux dénoncent le fait. Le gilet jaune est criminalisé par l'Élysée qui redescend dans les geôles de l'an colonial du roi pourtant évincé. Malgré Banella en quarantaine. Combien en a-t-il d'autres alors quand le sursis est offert à tout ancien premier ministre et ancien ministre, à tout ancien président, hormis François Hollande jusqu'ici éprouvé seulement au scooter nocturne ?

Le gilet jaune est tout à fait légitime dans sa requête, tout à fait légal dans sa forme, tout à fait sécuritaire dans son approche globale. Donald et Melania safe avec un gilet jaune, le Dalaï-lama est gilet jaune. Le Crew au Colombus Ohio fait suivre le soutien en jaune et noir en Alabama, vs manu Macron. Le gilet jaune est tout à fait juste dans la protection de l'État de droit menacé par manno Macron qui favorise le nanti, contre le peuple. Question de droit !

Le président *manno* Macron veut-il faire alors faire juger le gilet jaune, un jour, outremer à Cayenne, tel *un*… comme au temps des colonies ? Le clouer outre-mer.

Existe-t-il une ligne rouge à ne pas franchir chez soi, quand on y fait plus que ce pour quoi l'on condamne Maduro par exemple, Poutine ou la Chine aussi ? Berne sans ex-colonie adopte le même ton, le même spectre que *manno* Macron.

Il faudra comprendre Paris dans ses intentions quand le *sursis* est offert à l'*ex-roi*, à l'officier coupable de crime par exemple en Afrique, mais le *jihadiste* repenti est à l'Irak. C'est par ce genre de dérives que l'on aboutit à la formule de crime de guerre au nom de la république.

Le droit est en berne à Paris, idem à Berne.

Ville-Bonheur vit sa peur, Kim a forcé le géant à se démentir à Hanoï

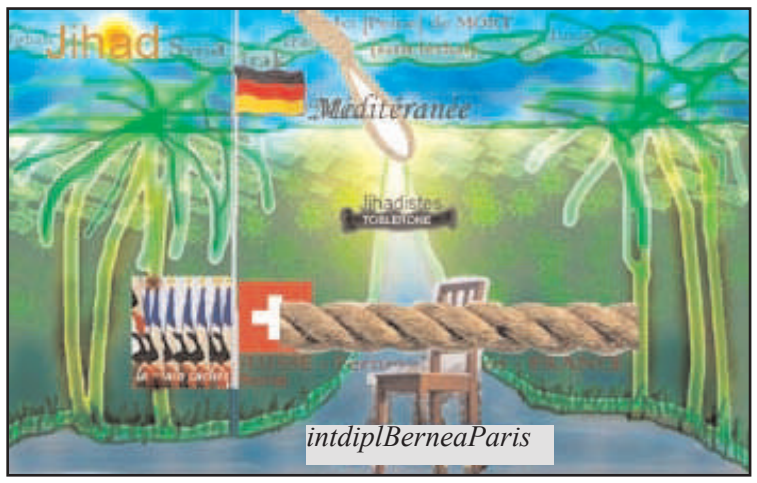
Par Dan Albertini

Entre (). Quand mon nouvel indic Joseph du Rwanda en l'occurrence, me dit que le président Kagamé va contrôler le nouvel élu par le pouvoir de Kabila au point de l'intimider, je n'y croyais pas. Le président Tshisekedi déclare solennellement qu'il a sommé son ministre de la justice de se saisir du dossier des prisonniers politiques afin de les libérer

giletjaunDalailama

d'ici dix jours. Il en rajoute à la fin : ‹‹ libération conditionnelle › › moult fois. Du Kagamé. Fermons-les ().

Le monde est au chevet des espoirs de la rencontre Kim-Donald au Vietnam, on parla de Nobel par la vertu du Japon. La chronique de la semaine dernière étalait la peur sur ville-bonheur, forme d'analogie à un bonheur déçu de Donald J Trump le faux richissime qui large les amarres à la vitesse vertigineuse de la croisière en folie. L'objet ici n'est de se muter contre le président des États-Unis d'Amérique, il s'est hissé tout seul au-dessus de tout le monde pour se servir comme un ballon gonflé au gaz.



intdiplBerneaParis

J'aimais bien son audace. Mais, *l'abbé du deal* est tout sauf ce qu'il prétendait être. La grenouille se dégonfle. Lourdement. Décaler une chute extraordinaire qui commence par Cohen, mais qui a pris chair en Kim désormais incrédule puisque Donald n'a réalisé sa menace pour se changer en amoureux politique de ce Kim le

Donald-Trump-Melania-Trump-Alabama

dictateur infréquentable. Deux rencontres et Kim lavé de parodies. Pourquoi ?

Revenons à l'affaire Gilbert Lasnier, officier aéronautique GIS de l'Air Navigation Bureau de l'OACI qui m'avait envoyé par email, et remis aussi la clé USB contenant tous les résultats de la simulation du calcul ‹‹ *rocket man* › ›, avec l'interface de l'OACI, en plein GANIS-SANIS, en décembre 2017. C'était le ‹‹ *le nouveau great circle* › › qui allait dévoiler une colère absurde de Kim qui menaça la Corée du Sud et les USA, ainsi que l'OACI. En fait, la carte de ce nouveau calcul contenait des secrets d'État au Canada, en matière de zone d'interdiction de vol de drone, car les indices nucléaires étaient visibles. Kim le savait désormais avec précision même si le Canada-Ontario ne faisait pas l'objet de ses menaces. D'autres pays aussi étaient en fait *briefés*. Pire, la population avoisinante à risque de ces lieux le sait aussi. L'OACI ne respecte pas le protocole d'accueil média, désactive mon compte d'accréditation.

Je n'étais pas en faute. Voici le contenu d'un des emails de Gilbert Lasnier de l'OACI que je me suis fait l'obligation de protéger en plus d'en informer les éditeurs.

Lasnier, Gilbert GLasnier@icao.int 18/12/2017 21 :12
À : dan@danalbertini.com
Allô, c'est moi j'ai eu des questions a propos de la kore du nord mes cartes…

Je ne sais pas ce que tu as fait

Donald-Trump-Melania-Trump-Alabama

décembre 2017 à 18 :18
A: Daniel Milord Albertini <lovinsky2008@gmail.com>
Cci: Marit Fosse <maritfosse21@gmail.com>; Marit <m.fosse@gmail.com>;Léopold Joseph < lojospo@yahoo.com >

Note : absolument confidentiel à l'usage de l'éditeur dont l'Adresse est mentionnée dans ce courriel, ce pour fin stricte d'archives et de suivi du dossier de l'article sur l'ICAO et la Corée du Nord. Toute autre cible qui

giletsjaunehelp

avec mais il faudrait dire que les dangerous zone ne sont pas valide ce sont de vieux layer que j'aurais dû fermer…j'attends une réponse bonne nuit
Envoyé de mon iPad
10 2 déc. 2017 à 13 :52, Lasnier, Gilbert GLasnier@icao.int a écrit :
Gilbert Lasnier, Aeronautical GIS Officer ; Air Navigation Bureau
[cid : image001.pgn@1D37350.72D620D0] [cid : image001.jpg@01D34697.4C2E11D0]<https://www.icao.int/Meetings/GANIS-SANIS/Pages/default.aspx>
Crisis Management Information Support 514 954 8219 ext 7104
< O T T A W A . p d f > < i m a g e 0 0 1 . p g n > <image002.jpg>
Daniel Milord Albertini <lovinsky2008@gmail.com> 21 décembre 2017 à 18 :18
A: Daniel Milord Albertini <lovinsky2008@gmail.com>
Cci: Marit Fosse <maritfosse21@gmail.com>; Marit <m.fosse@gmail.com>;Léopold Joseph < lojospo@yahoo.com >

Note : absolument confidentiel à l'usage de l'éditeur dont l'Adresse est mentionnée dans ce courriel, ce pour fin stricte d'archives et de suivi du dossier de l'article sur l'ICAO et la Corée du Nord. Toute autre cible qui l'aurait reçue par erreur ou par défaut technique, est priée de ne s'en servir et de le détruire. Prière aussi au récepteur de ne répondre

valbrunjuanyaguazo

ni de transférer ce contenu. Merci

Daniel Milord Albertini [(Dan Albertini) ; Journaliste-écrivain]
Développeur du S-dd ; SA-IS ; 203 293 6112 ; 203 208 8360

Allo c'est encore moi ; 3 messages

Lasnier, Gilbert <GLasnier@icao.int> ; 20 décembre 2017 à 21 :58
A: ''dan@danalbertini.com'' dan@danalbertini.com
Il a fallu que je détruise sur mon serveur les traces de mes cartes... Il faut absolument que tu essais de détruire les fichiers des cartes toi aussi, ainsi qu'où tu les as envoyés ???…. Merci de ta compréhension. Envoyé de mon iPad.

Peur sur ville-bonheur, ***l'abbé du deal*** *doit partir, car Kim ne le craint plus, cela va de soi. C'est de l'intérêt-US que d'écarter un président qui constitue une menace pour le système de son pays, pour l'expertise de ce système qu'il veut démanteler à son profit personnel.*

Journal 13 - 20 mars 2019:HO 3/12/19 3:05 AM Page 14

Journal 13 - 20 mars 2019:HO 3/12/19 3:05 AM Page 15

HAPPENINGS !

from page 1

International Monetary Fund (IMF) promising millions to Haiti, the Minister of Finance and Economy explaining the runaway deficit or the Governor of the Central Bank saying what he expects about the double-digit inflation and the vertiginous depreciation of the *gourde,* the national currency, the financial situation of Haiti is catastrophic. Can the country wait for the promised bailout mentioned whether by the IMF or the European Union? Anyway, the Haitian leadership is reaping now the bitter fruits of corruption and bad governance.

In a press conference last Friday (March 8) at the Ministry of Economy and Finance (French acronym MEF), Minister Ronald Grey Décembre had good and bad news to announce. The good is that agreement has been reached with IMF for $229 million over a three-year period, with disbursement of the first installment of $45.3 million in September before the next fiscal year that begins October 1 Mr. Décembre also mentioned what the European Union promises: $75 million beginning in the next fiscal year. In other words, seven months from now he can count on $120.3 million.

Meanwhile, he said State employees have not been paid for February. It is due to political disturbances that led to the country being "locked" for 10 days. He urged opponents of the government to *"resolve the problems peacefully not to impact negatively collecting income and other sectors of the economy, such as tourism."* As is well known, the country was on "locked down" for about 10 days, beginning last February 7 when demonstrators, decrying corruption, targeted the president, calling for his resignation. Activities in all major cities had

Chris Walker, head of he latest IMF delegation to Haiti.

grounded to a halt, leading to the negative consequences to the economy.

By the way, there is more bad news concerning the budget. Responding to a reporter of the Port-au-Prince daily *Le Nouvelliste,* (March 8), Mr. Décembre said the overall deficit stands at eight (8) billion *gourdes,* or $100 million, at the exchange rate of 80 gourdes to $1.

In addition, the Treasury will be short 250 million *gourdes* ($3.125 million) due to taxes on 60,000 tons of imported rice being forfeited. About the lifting of the tax on rice, that measure was taken hurriedly last month when President Jovenel Moïse met with rice importers to negotiate lowering the price of that staple of the Haitian diet, which almost had doubled. Not only rice, but the prices of other commodities also have gone through the roof, reflecting depreciation of the *gourde*, which, in January, crossed the threshold of 80 to $1 from 65 to $1 at the beginning of 2018. Of course, the president was trying to appease consumers who were demonstrating, even calling for his resignation. In the end, the policy of importing rice to feed the population will severely affect local production.

Still according to *Le Nouvelliste,* during the Friday conference, Baden Dubois, Governor of the Central Bank, said the agreement found with the IMF would help, in three years, to lower the inflation rate to 7% from its current 15.6%. In addition, Mr. Décembre said, during the three years of the IMF accord, GDP will grow at 2.5% from the current 1.5%.

So, what does the IMF agreement entail? Thursday evening, March 7, IMF press officer Randa Elnagar issued a release entitled **IMF Staff Completes 2019 Article IV Mission to Haiti and Reaches Staff-Level Agreement on Three-year US$ 229 million Extended Credit Facility.**

In an introduction to the actual release, there is this statement in fine print: *"End of Mission Press releases include statements of IMF staff teams that convey preliminary findings after a visit to a country. The views expressed in this statement are those of the IMF staff and do not necessarily represent the views of the IMF's Executive Board. Based on the preliminary findings of this mission, staff will prepare a report that, subject to management approval, will be presented to the IMF's Executive Board for discussion and decision.*

In other words, nothing is official until the IMF Board approves it. Between now and September when, according to Mr. Décembre, the first installment will be disbursed, the IMF Board has plenty time to review the accord while observing what's really happening in Haiti, as far as reforms forms are concerned. For example, what progress is being made on the PetroCaribe dossier? What about the 30% cut in the budget announced by Prime Minister Jean Henry Céant for his office? He also recommended that similar cuts be carried out in other departments, without mentioning them. Of course, it is assumed that the Palace and Parliament, which usually grab about 15% of the budget in detriment to health and education, will follow suit.

We publish the main points of the accord as they appear in the release:

"*Social protection at the heart of the program with aid to most vulnerable. Money for measures including school feeding and help for head of households.

"*Targets to tackle corruption and support good governance.

"*Loans totaling more than US$229 million at 0% interest paid across three years in return for reaching agreed goals.

"*Reduction in budget deficit as part of strategy to achieve greater economic stability and sustainable debt." (All bold ours.)

Having underscored, from the outset, what the accord is all about, details are provided. The IMF mission headed by Chris Walker was in Haiti from February 25 to March 8 *"in response to a request from the Haitian authorities . . . to discuss IMF support for measures to ease poverty, encourage good governance, raise growth and stabilize the country's economic situation."*

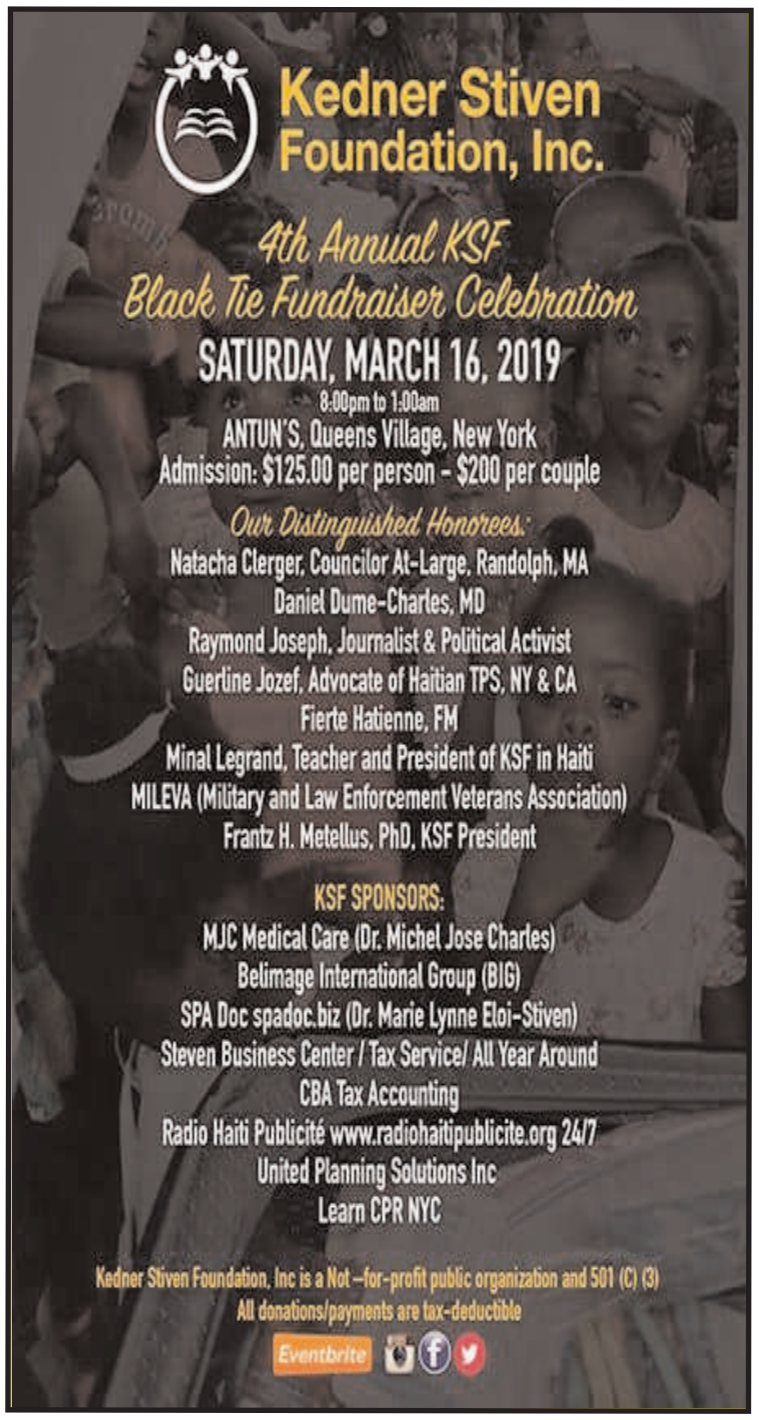
In his own statement, Mr. Walker emphasizes, *"The agreement reached is aimed at helping Haiti overcome its current fragile state and alleviating the hardship of the most vulnerable."* He continues, *"We have placed social protection firmly at the center of the accord and once the agreed measures are successfully implemented, the poorest in Haiti will be among the first to benefit in a tangible way."*

Here is the crux of the matter: ***"Priority has also been given to the fight against corruption and improvement in governance."*** Safeguards will be in place to hamper a situation similar to that, which allowed successive governments, from 2008 to 2016, to squander more than $4 billion, according to government auditors. In that light, *"the IMF backs the government's aim of state reform.* ***In agreement it has drawn up measurable targets to boost this fight with the goal of injecting greater transparency*** *into the management of public finances, tax and revenue administration, as well as expenditure control."* Consequently, *"the program is subject to regular Executive Board and staff reviews."*

While all that is said above could be called the stick, Chris Walker expressed what could be considered the carrot. *"We at the IMF are ready to partner with Haiti on its economic revitalization. We will also encourage other multilateral agencies and countries to support the country. We have talked to partner agencies and they are willing to help. It would also be very helpful for Haiti's bilateral partners to step forward at this critical time."*

The Haitian officials have been given another chance to redeem themselves. The leash is quite short. First, in the next seven months, the Haitian authorities must show they are implementing fiscal measures agreed upon before disbursements can begin. In addition, during the three-year duration of the program, they will be closely monitored to see if they remain on track. For the sake of the most vulnerable of Haitian society, we hope this will be the beginning of a new era of accountability and the end of impunity —and immunity—for the bigwigs who have yet to explain what they have done with the billions of the PetroCaribe Fund.

RAJ
March 13, 2019



Journal 13 - 20 mars 2019:HO 3/12/19 3:05 AM Page 16

NOUVELLES BRÈVES

Tragédie aérienne en Éthiopie, des répercussions internationales

Depuis dimanche dernier, 10 mars, le crash d'un avion de la flotte éthiopienne, causant la mort des 157 à bord, domine les nouvelles, car des citoyens de 35 pays, y compris 19 cadres des Nations Unies (ONU), selon Antonio Guterres, le secrétaire général de l'organisme mondial. Présentant ses condoléances aux familles éplorées, il ordonna que le drapeau de l'organisation un peu partout dans le monde soit mis en berne lundi.

En effet, selon les dépêches de presse d'Addis Ababa, la capitale éthiopienne, quelque six minutes après avoir décollé à destination de Nairobi, Kenya, le Boeing 737 MAX 8, plongea au sol, semi-enterré par la force de la descente fulgurante. Vu qu'il s'agit d'un deuxième accident d'un appareil 737, plusieurs pays de par le monde, tels des alliés des États-Unis (EU) comme l'Allemagne, l'Australie et l'Angleterre, ont ordonné que tout appareil de ce modèle reste au sol jusqu'à nouvel ordre.

Toutefois, jusqu'au moment de mettre sous presse, mardi soir, la *Federal Aviation Administration,* l'agence gouvernementale américaine régulatrice du service aérien, n'avait rien ordonné concernant le 737. La « *black box* » (la boîte noire), permettant d'analyser les raisons de l'accident, a été récupérée lundi. Ainsi, dans les prochains jours, on saura davantage. À souligner qu'au mois d'octobre dernier, un réacteur 737 du même type, de la flotte *Lion Air,* plongea dans la mer de Java juste après le décollage de l'aéroport de Jakarta, capitale de l'Indonésie, emportant dans l'au-delà les 189 se trouvant à bord.

Selon le quotidien anglais *Guardian,* du lundi 11 mars, les cadres de l'ONU étaient attendus à Nairobi où ils devaient, entre autres, participer à une assemblée durant toute la semaine pour discuter de l'environnement. Ainsi, comme partout ailleurs, le drapeau onusien flottait à demi mat à Nairobi. Une minute de silence était observée avant l'ouverture de la séance et les conférenciers qui se succédaient au podium commençaient tous par des expressions de sympathie aux familles ainsi qu'aux collègues affectés par la perte de nombreux scientistes et experts environnementaux.

Vu que l'ONU a perdu nombre de ces cadres en Haïti lors du tremblement de terre du 12 janvier 2010, le nom d'Haïti a été évoqué comme pays où l'organisation internationale a perdu beaucoup plus de cadres que partout ailleurs. En effet, selon une compilation de la chaîne CNN, publié le 26 décembre 2018, 102 cadres et employés divers de l'ONU ont connu la mort en Haïti lors du séisme ainsi que 122 citoyens américains. Au total, les estimations des morts varient entre 220 mille et 300 mille et les blessés étaient à 300 mille.

Nancy Pelosi.

Le mur du président Trump réapparait dans le budget 2019-2020

Lundi (11 mars) le président Donald Trump a envoyé un budget record de quatre trillions sept cents cinquante milliards de dollars (4 750 000 000,00 $) au Congrès, augmentant davantage ce qu'avait requis le Pentagone dans la rubrique défense, réduisant les rubriques santé et environnement, tout en incluant une somme plus élevée qu'auparavant pour le mur qu'il se propose d'ériger tout le long de la frontière sud avec le Mexique, une promesse de campagne électorale quand il affirmait que « *le Mexique paiera pour le mur* ». Et Nancy Pelosi, présidente de la Chambre basse, sous obédience démocrate, de dire tout de go : « *Budget mort-né !* » *(Dead on arrival).*

Des analystes font remarquer que le budget du président est un acte politique à la veille des élections présidentielles de novembre 2020, sachant bien que le Congrès n'est pas d'humeur à approuver un budget anticipant un déficit d'environ un trillion cent millions de dollars ($1100 000 000,00) l'année prochaine. Mais il pourra blâmer les démocrates, surtout en matière de sécurité.

Toutefois, outre les démocrates qui s'opposeront à ce budget qui réduit des programmes comme *Medicaid* et *Medicare,* des républicains conservateurs le digèrent mal, à cause du déficit qu'il génère. Selon des calculs d'experts fiscaux, si l'on devait adopter ce budget, il faudra quelque 15 ans pour le pays d'être à flots. Or, auparavant, le président critiquait l'administration Obama, accusée d'avoir doublé la dette du pays durant ses huit ans au timon de la nation par ses budgets qui prônaient des programmes sociaux.

Revenant avec son projet de mur, le président a jouté huit milliards six cents millions de dollars (8 600 000 000,00 $), une augmentation de trois milliards sur les cinq milliards six cents millions (5 600 000 000,00 $) qu'il exigeait dans son dernier budget. Ce qui avait conduit à la fermeture partielle du gouvernement durant 35 jours, causant des torts à nombre de familles dont huit mille (8 000) employés fédéraux congédiés ou travaillant sans paie quant à ceux occupant des positions d'urgence leur interdisant de faire la grève. En dernier lieu, un mouvement «*call sick* » (ils sont tombés malades), à l'initiative des aviateurs civils se disant empêchés de piloter les avions, avait affecté toute la zone est des États-Unis, privée de services aériens. Et le président capitula.

La Congresswoman (député) Pelosi, faisant allusion aux déboires du peuple américain lors du dernier « *shutdown* » (fermeture), a avancé: *"Apparemment, il [le président] n'a pas appris la leçon"*. C'est dire que les démocrates, enhardis par leur dernière victoire lors du bras fort avec le chef de l'État, sont prêts à lui tenir la dragée haute quant à son dernier budget. Car, le public avait tenu le président pour responsable des problèmes découlant de la fermeture partielle du gouvernement. Si le président devait récidiver en occasionnant une autre fermeture, il encourra le risque d'une perte de popularité juste à la veille des élections de l'an prochain.

Politicienne madrée, lundi après-midi, Mme Pelosi a annoncé qu'elle s'oppose à une mise en accusation *("impeachment")* du président Trump, tel que voulu par les plus jeunes législateurs démocrates au Congrès. Ce qui pourrait *"diviser la nation",* a-t-elle dit, lors d'une année électorale, à un moment où M. Trump pourrait jouer la carte de la victime. Elle préfère faire face à un candidat Donald Trump à la réélection sous le coup d'accusations multiples et choisissant de partir en guerre pour l'érection d'un mur, action rejetée, selon les sondages, par une écrasante majorité de l'électorat.

Donald Trump.

Après le carnaval des Cayes, Sweet Mickey est contesté à Montréal

Pour le Carnaval national 2019, qui a été renvoyé officiellement, l'administration Moïse-Céant avait investi des millions pour sécuriser l'ex-président-musicien durant les trois jours gras aux Cayes, la métropole du département du Sud. Est-ce que l'administration Trudeau, au Québec, fera autant pour la prestation controversée du chanteur au verbe de fiente lors de sa prestation le vendredi 22 mars sous le patronage de « *Basmint Mizik Entertainment* », secondé par les promoteurs « *Good Life* » et « *Bel Garçon ?* »

En tout cas, selon un article de Jean Numa Goudou, paru sur le blog « *In Texto, Jounal nou* » depuis tantôt une semaine, Carl Edward Osias, de « *Basmint Mizik Entertainment* » affirme : « *Nous sommes conscients de toute la controverse qu'il y a autour de l'artiste. Mais nous, nous vendons un produit et il y a des gens qui l'aiment* ». Ainsi, M. Osias, dit Goudou, *"assure que toutes les dispositions de sécurité ont déjà été prises en vue d'offrir du plaisir aux participants"*.

Sécurité, on aura besoin, surtout que lors d'émissions ligne ouverte, plusieurs personnes appellent au boycott. Que ce soit à Radio Centre-ville, qui clame sa "neutralité" ou à CPAM 1410, on reçoit des plaintes. Au contraire, selon Goudou, lors d'une émission Face-à-face animée par Jean Ernest Pierre sur les ondes de CPAM, un auditeur, mécontent au possible, a tempêté : « ***Il** faut leur lancer des pierres* ».

Cela rappelle une situation aux Cayes le dimanche soir, 3 mars dernier, le premier jour des ribambelles, quand la panique s'est mise de la partie suite aux pierres qui pleuvaient de partout. Mickey et sa bande sont sortis sain et sauf, pour reparaître le lundi, escorté d'une meute d'agents de sécurité faisant la concurrence aux festivaliers.

En tout cas, depuis le 2 janvier, Frédéric Boisrond, MBA, sociologue, avait adressé une lettre ouverte au Premier Ministre Justin Trudeau dans laquelle il a supplié le chef canadien en ces termes: « *De grâce . . . épargnez le Canada de cette disgrâce* ». Et sur sa page *Facebook* on peut lire : « *. . . J'ai fait parvenir cette lettre au Premier ministre du Canada pour lui demander de tout faire pour empêcher que cet ex-président d'Haïti, un chanteur qui fait l'apologie du viol, ne vienne vomir son discours haineux, pervers qui normalise et glorifie la violence faite aux femmes* ».

Il n'est que d'attendre le 22 mars pour se faire une idée des Haïtiens et Haïtiennes de la Belle Province ! N'est-il pas vrai qu'un proverbe veut que « *Tant va la cruche à l'eau qu'à la fin elle se case ?* »

Pierre Quiroule II
13 mars 2019

Sweet Mickey au Carnaval des Cayes cette annee.